

Bulletin trimestriel

Conjoncture économique

N° 143 - Statistiques au 30/06/2010



Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'émission d'outre-mer est **la banque centrale** de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure **l'émission de la monnaie** ayant cours légal dans ces territoires : **le franc CFP** (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1^{er} janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.

- Il veille au bon fonctionnement du **système bancaire** en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).

- Il conduit une **politique monétaire** visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du **refinancement**, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.

- Il joue un rôle d'**observatoire économique** permanent en réalisant des enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et deux bulletins trimestriels de **conjoncture**. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan **économique et financier** de chaque territoire et établit la **balance des paiements** de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française (article 56 du titre 5 de la loi pour le développement économique des outre-mer - LODEOM).

- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : **cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques**, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée **la convertibilité du F CFP en euro** et la liberté des transferts.

- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de **la sécurité des moyens de paiement** et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.

- De plus, l'IEOM assure, en Nouvelle-Calédonie, dans ses locaux, **le secrétariat de la Commission de surendettement** des particuliers depuis le 1^{er} avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

- Le dispositif de **médiation du crédit** a été mis en place en Nouvelle-Calédonie en novembre 2008. Il est semblable à celui déployé en métropole, la fonction de médiateur étant occupée par le directeur de l'agence. Le dépôt d'un dossier se fait au travers de la plate-forme internet élaborée pour la circonstance : <http://www.mediateurducredit.fr>

Synthèse 4

1- La conjoncture internationale et métropolitaine 4

2- La conjoncture régionale 5

3- La conjoncture économique de la Nouvelle-Calédonie 5

3-1 Introduction : Des incertitudes qui demeurent 5

3-2 Les prix 6

3-3 Le marché du travail 6

3-4 La consommation des ménages 7

3-5 L'investissement 7

3-6 Le commerce extérieur 7

3-7 Analyse sectorielle 8

Annexes statistiques 11

Note méthodologique 32

1- La conjoncture internationale et métropolitaine

Poursuite de la reprise de l'économie mondiale

Au second trimestre 2010, la reprise de l'économie mondiale se poursuit à un rythme régulier. La vigueur du redressement diffère cependant selon les pays. Une croissance robuste se confirme dans les pays émergents, tandis qu'elle est beaucoup plus modérée dans la plupart des économies avancées. Ces différents profils de croissance se reflètent également dans la divergence des tensions inflationnistes entre régions : les taux d'inflation ont atteint des niveaux élevés dans les principales économies émergentes, mais sont restés modérés dans les principales économies avancées.

Au cours du deuxième trimestre 2010, le PIB des **États-Unis** a progressé de 2,4 % en rythme annualisé¹ après 3,7 %² au premier trimestre 2010. Ce trimestre, qui voyait la fin des primes gouvernementales, a été marqué par un retour à une forte croissance de l'investissement résidentiel (achats de logements neufs notamment). Tandis que toutes les composantes de la demande intérieure ont joué favorablement sur la croissance, l'aggravation du déficit commercial (les importations ayant augmenté environ trois fois plus vite que les exportations) a fortement pénalisé la croissance (pour -2,8 points de pourcentage en rythme annualisé). Depuis le mois d'avril, le taux de chômage s'est réduit, passant de 10 % à 9,5 % de la population active en juillet. Le taux d'inflation continue de diminuer et s'établit à 1,2 % en juillet sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Le PIB de la **zone euro** a enregistré une progression trimestrielle de 1 % au second trimestre, après +0,2 % au premier trimestre 2010. La production industrielle a diminué de 0,1 % entre mai et juin, mais a progressé de 8,2 % sur un an. Tandis que la Grèce continue d'être en récession, la zone euro a bénéficié de la très forte progression du PIB de l'Allemagne (+2,2 % au second trimestre, après 0,5 % au premier trimestre 2010). La hausse annuelle des prix dans la zone euro, mesurée par l'IPCH, s'est établie à 1,7 % en juillet 2010, du fait notamment des tensions à la hausse sur les prix des transports et des logements. Le taux de chômage dans l'UE27 a de nouveau progressé pour atteindre désormais 10 % en mai et juin. La BCE a maintenu ses taux d'intérêt.

En **France**, la croissance du PIB a été légèrement plus forte au deuxième trimestre : +0,6 % après +0,2 % au premier trimestre 2010. Alors que la demande intérieure finale (hors stocks) a contribué positivement à la croissance du PIB (retour à une évolution positive de la formation brute de capital fixe et nouvelle hausse des dépenses de consommation des ménages), le solde commercial s'est détérioré, pénalisant la croissance du PIB de -0,4 point. Cet effet a été toutefois largement compensé par les variations de stocks des entreprises qui ont contribué positivement à la croissance du deuxième trimestre (pour +0,6 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,7 % sur un an en juillet, dans un contexte marqué par la hausse saisonnière des prix des services liés au tourisme et par la baisse de certains produits manufacturés dans le cadre des soldes d'été. Les prix de l'énergie sont restés stables.

Dans les pays émergents, l'activité économique a continué de se renforcer. Les principaux pays **émergents** d'Asie ont enregistré un net rebond de la croissance de leurs exportations, avec des taux de croissance mensuels allant de 25 % à 50 % sur un an. Parallèlement les tensions inflationnistes ont été orientées à la hausse. En Chine, la demande intérieure est devenue de plus en plus autonome, permettant un retrait progressif des mesures de relance étatique. En Amérique latine, le Brésil et l'Argentine ont affiché des taux de croissance de leur PIB de respectivement 8,9 % et 6,3 % en rythme annuel au premier trimestre 2010³.

¹ Soit 0,6 % par rapport au trimestre précédent.

² Soit +0,9 % en rythme trimestriel.

³ Soit respectivement 2,15 % et 1,5 % en rythme trimestriel.

2- La conjoncture régionale

Au **Japon**, le PIB affiche un net ralentissement : il n'a augmenté que de 0,1 % durant le second trimestre, après avoir connu une progression notable au cours des deux trimestres précédents (+1 et +1,1 %). Dans un contexte où la consommation des ménages a été atone, le Japon a été pénalisé, d'une part, par le ralentissement des exportations et, d'autre part, par la baisse de l'investissement public, conséquence de la fin progressive des plans de relance. Le PIB japonais a été dépassé par celui de la Chine qui est devenue ainsi la deuxième économie mondiale.

Au second trimestre 2010, l'activité économique de la **Chine** a progressé de 11,1 % en glissement annuel (contre 11,9 % au premier trimestre 2010). Les valeurs ajoutées des secteurs secondaire et tertiaire ont augmenté respectivement de 13,2 % et de 9,6 % sur un an. L'indice des prix à la consommation du mois de juillet a crû de 3,3 % sur un an et de 0,4 % par rapport au mois précédent. Au premier semestre 2010, le commerce extérieur chinois s'est intensifié, les importations et les exportations enregistrant des hausses respectives de 35,2 % et de 52,7 %. L'excédent commercial atteint 55 milliards de dollars US. Sur la même période, les investissements directs étrangers ont progressé de 19,6 % sur un an.

Au second trimestre 2010, la croissance **australienne** s'est nettement accélérée (+1,2 % contre +0,7 % au premier trimestre 2010) en hausse de 3,3 % sur un an. Cette accélération s'explique par le dynamisme de la consommation des ménages ainsi que par la hausse des exportations (+26 %) en raison de la forte demande asiatique en produits miniers. Au second trimestre 2010, l'indice des prix à la consommation s'est apprécié de 0,6 % par rapport au précédent trimestre 2010 et de 3,1 % sur un an. L'inflation sous-jacente (+2,7 %) ressort toutefois inférieure aux prévisions. Au mois de juillet, le taux de chômage s'est stabilisé à 5,2 %.

Le PIB **néo-zélandais** a progressé de 0,6 % sur les trois premiers mois de l'année 2010, porté par l'activité du secteur primaire (+1,7 %) et de l'industrie manufacturière (+1,6 %). Il s'agit du quatrième trimestre consécutif de hausse, le PIB enregistrant néanmoins un recul de 0,4 % sur un an. L'indice des prix à la consommation a crû de 0,3 % au second trimestre de 2010 et de 1,8 % sur un an, tandis que le taux de chômage atteignait 6,8 %. Depuis le début de l'année, la Banque centrale de Nouvelle-Zélande a relevé par deux fois son taux directeur de 25 points, les 10 juin et 29 juillet ; il s'élève dorénavant à 3,0 %.

3- La conjoncture économique de la Nouvelle-Calédonie

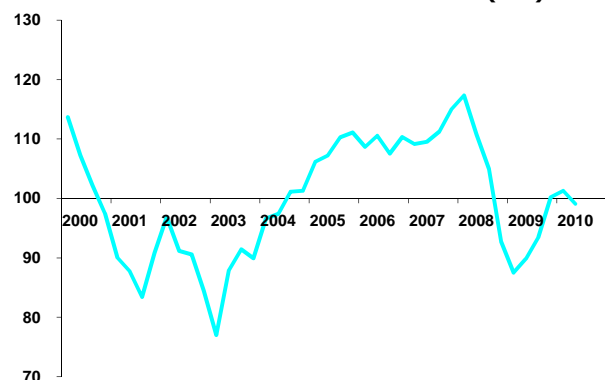
3.1. – Introduction : Des incertitudes qui demeurent

Après quatre trimestres consécutifs de hausse l'Indicateur de climat des affaires (ICA) s'est légèrement replié au deuxième trimestre 2010 (-2,2 points) restant aux alentours de sa moyenne de longue période. Cette dégradation s'explique principalement par les prévisions pessimistes des chefs d'entreprises concernant leur activité et l'évolution de leurs effectifs.

Pourtant, la plupart des principaux indicateurs macro-économiques se sont améliorés au 2^e trimestre. C'est le cas notamment de la consommation des ménages, des créations nettes d'entreprises et du commerce extérieur. Les importations et les exportations ont été dopées par le dynamisme retrouvé de la consommation des ménages et la progression des cours du nickel a entraîné une hausse de 14 points du taux de couverture des importations par les exportations. L'inflation a continué de progresser à un rythme soutenu. Le territoire a continué de créer de l'emploi même si les demandes d'emploi sont toujours en hausse et que la dynamique de l'offre s'est légèrement atténuée.

Du point de vue sectoriel, l'aquaculture et le tourisme sont toujours dans des positions difficiles. Même si les chefs d'entreprise semblent avoir quelques incertitudes sur le court terme, la confiance à moyen terme semble revenir comme en témoigne l'amélioration de l'indicateur sur les prévisions d'investissement. L'arrivée progressive des modules de l'usine du Nord sera un facteur important de la reprise. L'inflation demeurera un indicateur à surveiller, même si la stabilisation des cours mondiaux du pétrole devrait avoir un impact favorable sur l'évolution des prix.

Indicateur du climat des affaires (ICA)



Source : IEOM, Enquête de conjoncture

3.2. – Accélération de la hausse des prix

Entre les mois d'avril et juillet 2010, les prix ont progressé de 1 %, du fait principalement de la hausse des prix des produits alimentaires (+1,9 %) et des prix relatifs aux transports et aux communications (+1,8 %). Dans cette dernière rubrique, il convient de noter, l'augmentation des prix des carburants et des transports aériens et maritimes respectivement de 5,5 % et 4,8 %.

Au mois de juillet, l'indice des prix à la consommation a continué de progresser pour le quatrième mois consécutif, mais connaît un net ralentissement par rapport aux mois précédents (+0,1 % après +0,6 % en juin) principalement du fait de la baisse de 0,2 % des prix de l'alimentation (après +1,2 % en juin), les prix des produits manufacturés et des services (+0,2 %).

En conséquence, l'inflation sur un an passe de +3,4 % en juin à +3,3 % en juillet. Sur la même période, les prix des « Produits alimentaires, boissons et tabacs » continuent de croître au rythme élevé de 5 % ; les postes « services médicaux et dépenses de santé », « logement, eau et éclairage » et « transport et communications » progressent également à des rythmes soutenus, respectivement de 4,4 %, 3,1 % et 3 %.

Cette dernière rubrique continue de subir, avec 3 mois de décalage, la hausse des cours du pétrole au niveau mondial. Il convient de noter, que le rythme de croissance des prix des carburants devrait ralentir dans les prochains mois au vu de la stabilisation des cours mondiaux du baril de brut au dessus des 70 \$.

L'indice sous-jacent, qui mesure l'évolution des prix hors produits à évolution fortement conjoncturelle (carburants, fruits et légumes, électricité), a également accéléré passant d'un rythme de croissance de 1,7 % à fin avril à 2,2 % à fin juillet (1,1 % en décembre 2009).

Après près d'un an de baisse en glissement annuel, l'indice du coût de la construction progresse pour le deuxième mois consécutif (+0,8 %) tandis que, par effet induit, l'indice de révision des loyers (IRL)¹ est légèrement orienté à la baisse (-1 %).

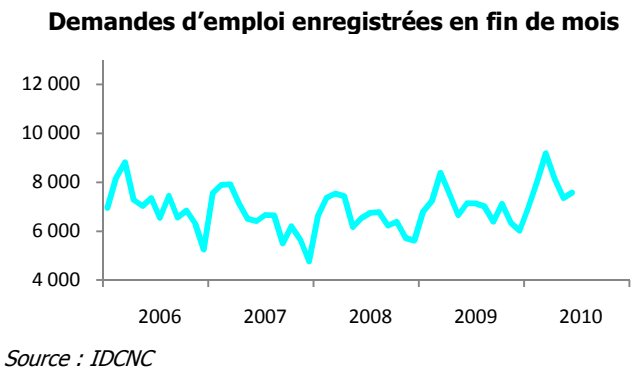
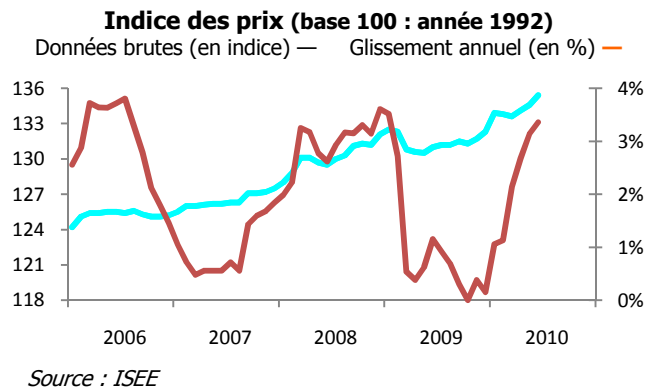
3.3. – Une croissance plus modérée de l'emploi

Le territoire a continué de créer de l'emploi au second trimestre mais le rythme de croissance semble s'essouffler un peu. Ainsi, selon les chiffres de la CAFAT, sur le premier semestre 1 200 emplois ont été créés contre plus de 1 300 au premier semestre 2009 et 2 200 au premier semestre 2008.

Le nombre de demandeurs d'emploi a certes, du fait de la saisonnalité de la demande, diminué par rapport au trimestre précédent (-18 %), mais il continue de progresser sur un an (+6 %). À la fin du mois de juin, 99 % des demandeurs d'emploi supplémentaires sur un an étaient enregistrés dans les provinces Nord et Îles (respectivement +19 % et +24 % en glissement annuel), tandis qu'en province Sud la demande restait stable. Dans cette province, le nombre de nouveaux demandeurs d'emplois inscrits au cours du mois de juin a baissé pour le septième mois consécutif.

Depuis le mois de juin, le nombre de chômeurs indemnisés est orienté à la baisse (-3 % en juin sur un an et -7 % en juillet).

Les nouvelles offres d'emplois enregistrées depuis le début de l'année baissent de 9 % par rapport au premier semestre 2009. Depuis le début de l'année, 770 offres de moins ont été enregistrées en province Sud par rapport à la même période l'année dernière (-17 %), tandis que 303 offres supplémentaires étaient déposées en province Nord (+26 %) du fait de la dynamique créée par le chantier de l'usine du Nord et du développement de la zone VKP.

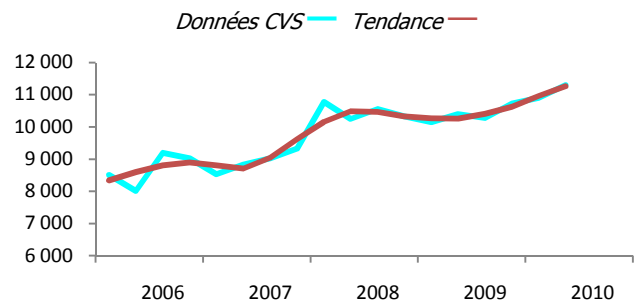


¹ L'IRL est une moyenne pondérée de l'indice des prix et de l'indice BT 21.

3.4. – Reprise de la consommation des ménages

Les indicateurs objectifs de la consommation des ménages sont bien orientés. Les importations d'articles d'habillement et d'ameublement progressent respectivement de 42 % et 8 % et les importations et immatriculations de voitures particulières ont augmenté respectivement de 15 % et 7 %. Sur un an, seules les immatriculations de voitures particulières reculent légèrement (-1 %). La consommation de biens de consommation courante a atteint un pic historique au second trimestre.

Importations de biens de consommation courante
(en millions de F CFP)



Sources : Service des douanes, ISEE

Après s'être stabilisés au trimestre précédent, les encours bancaires à la consommation des ménages sont repartis à la hausse (+2 %) sur le 2^e trimestre 2010, tout comme les octrois de nouveaux crédits, en phase avec la reprise constatée de la consommation des ménages. Sur un an, leur croissance s'accélère passant de 3 à 4 % entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2010. Deux des trois indicateurs de la vulnérabilité des ménages disponibles ont continué de s'améliorer, il s'agit des décisions de retrait de cartes bancaires (-4 %) et des incidents de paiements sur chèques (-1 %). Seul le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire a poursuivi sur sa tendance haussière (+8 %).

3.5. – Bonne orientation de l'investissement

■ L'investissement immobilier des ménages

Le rythme de croissance des encours de crédits à l'habitat s'accélère par rapport au trimestre précédent (+2,5 %) et sur un an (+10 %).

Si la production de nouveaux crédits a été largement supérieure au niveau enregistré au second trimestre 2009, elle est tout de même en baisse par rapport au premier trimestre de cette année.

■ L'investissement des entreprises

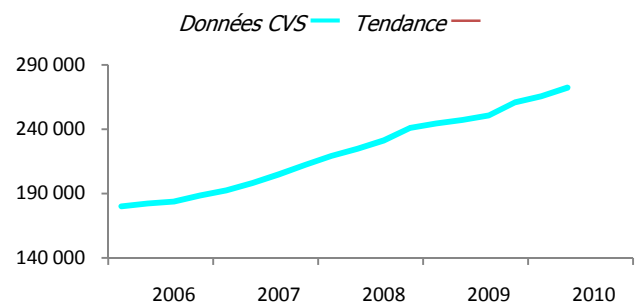
Les indicateurs relatifs à l'investissement des entreprises s'améliorent en lien avec l'amélioration notée dans l'enquête de conjoncture. Les importations de biens d'équipement continuent de se redresser : +19 % par rapport au trimestre précédent et +16 % sur un an. Les immatriculations de véhicules utilitaires, qui avaient sensiblement baissé au trimestre précédent, repartent vigoureusement à la hausse (+21 % sur trois mois et +8 % en glissement annuel).

Les créations et cessations d'entreprises continuent également d'évoluer favorablement. Depuis le début de l'année, l'économie calédonienne compte 1 562 entreprises supplémentaires, soit une hausse du solde net des créations d'entreprises de 47 % en glissement annuel.

3.6. – Une amélioration de la balance commerciale

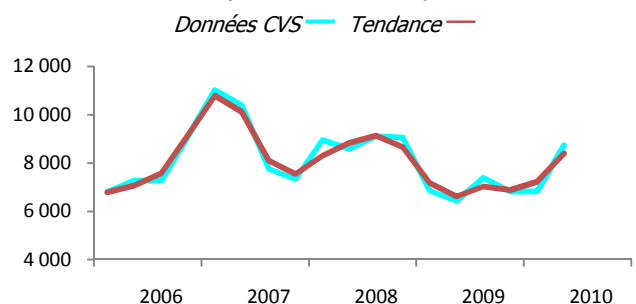
Au 2^e trimestre, les importations ont progressé plus vite que les exportations du fait de la reprise de la demande et de la montée en puissance du chantier de l'usine du Nord (respectivement de 17 % et 10 %). Le taux de couverture se contracte légèrement mais reste au dessus de 45 % avec une moyenne au premier semestre de 47,8 %, en hausse de 14 points sur un an.

Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages)
(en millions de F CFP)



Source : IEOM

Importations de biens d'équipement
(en millions de F CFP)



Source : ISEE

3.7. – Analyse sectorielle

■ Des cours du nickel qui restent à des niveaux élevés

Le cours du nickel au LME s'est établi en moyenne à 10,2 \$/lb au 2^e trimestre 2010 en hausse de 13 % par rapport au trimestre précédent et de 74 % sur un an. Cette évolution a dopé les exportations en valeur de minerai et de métal, multipliées respectivement par 3 et 1,6 sur un an, tandis que leurs productions augmentaient respectivement de 60 % et 2 %.

Il convient de noter le fléchissement de la production de métal, en recul de 4 % par rapport au trimestre précédent. Cependant, cette dernière s'établit sur la première moitié de l'année à 26 784 tonnes de nickel contenu, soit sa meilleure performance depuis 2007.

La conjoncture internationale du secteur est demeurée porteuse au cours des derniers mois. Les fondamentaux du marché ont continué d'être caractérisés par un déficit de l'offre par rapport à la demande, favorable à la bonne tenue des cours. Au 1^{er} semestre 2010, la production mondiale d'acier, principal débouché du nickel, a connu une hausse de 40 % sur un an. Dans le même temps, la production de nickel est restée affectée par la grève sur le complexe minier de Sudbury¹ au Canada et par le retard d'entrée en production de l'usine du Sud.

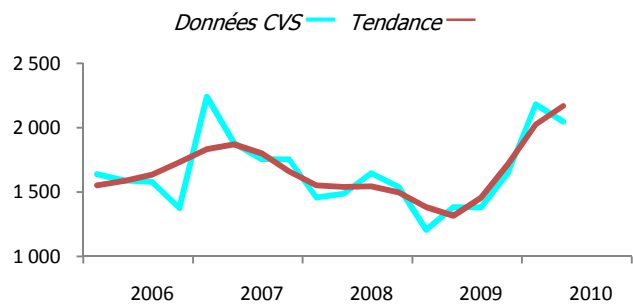
Les stocks de nickel au LME ont continué de diminuer depuis la fin du mois d'avril 2010 pour s'établir à 118 380 tonnes à la fin du mois de juillet, soit une baisse de 19 %. Ils se sont depuis lors stabilisés au-dessus des 115 000 tonnes. La plupart des professionnels et analystes du secteur anticipent la poursuite de la bonne tenue des cours sur la deuxième partie de l'année en raison du déficit de 80 000 tonnes du marché du nickel au premier semestre, qui devrait être suffisant pour équilibrer le marché sur l'ensemble de l'année, malgré le recul prévu de la demande au 2^{ème} semestre.

■ Un secteur du bâtiment à deux vitesses

Les ventes de ciment ont vu leur croissance s'accroître au 2^e trimestre, (+15,5 % sur le trimestre après +7 %) et continuent de croître à un rythme soutenu sur un an (+13 %). Ces bonnes performances s'expliquent principalement par l'avancement rapide du chantier de l'usine du Nord. Ainsi, les ventes de ciment qui lui ont été destinées ont été multipliées par 9 sur un an, représentant 16 % de la consommation de ciment du territoire.

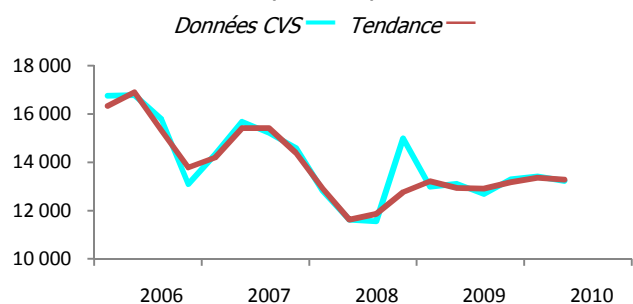
En revanche, la consommation de ciment hors construction d'usine de nickel s'est inscrite en retrait de 3 %.

Production de produits miniers (en milliers de tonnes)



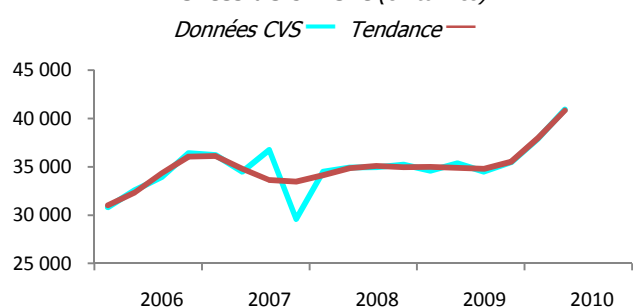
Source : Service des Mines

Production de produits métallurgiques (en tonnes)



Source : Service des Mines

Ventes de ciment (en tonnes)



Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie)

¹ Le conflit opposant Vale Inco au syndicat canadien USW s'est achevé au début du mois de juillet 2010 après 11 mois de grève.

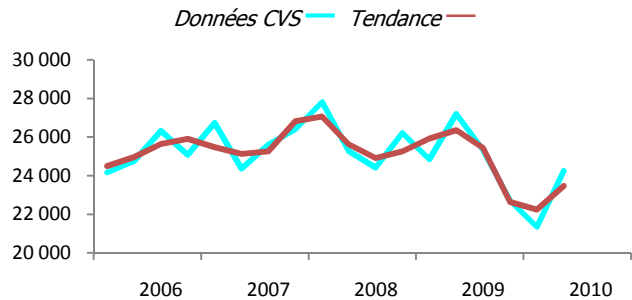
■ Le tourisme dans une position difficile

Au 2^e trimestre 2010, le nombre de touristes ayant visité le territoire a augmenté de 5 % par rapport au trimestre précédent, principalement grâce aux hausses des fréquentations des touristes néozélandais (+184 %) et australiens (+36 %). Cependant, cette meilleure performance est en partie à attribuer à la tenue des championnats du monde de Va'a à Nouméa en mai.

Sur un an, la fréquentation touristique, toutes origines confondues, a continué de baisser du fait de la moindre fréquentation des touristes métropolitains (-37 %) et japonais (-14%), qui représentent 41 % du total. Au 2^e trimestre, le taux d'occupation des hôtels s'est amélioré par rapport au trimestre précédent et se stabilise sur un an. Les nuitées cumulées depuis le début de l'année restent en recul de 12 % sur un an.

Sur la même période, le nombre d'escales et de croisiéristes voyaient leur nombre repartir à la hausse (respectivement de +9 % et +18 %).

La fréquentation touristique



Source : ISEE

La conjoncture internationale du secteur a continué de s'améliorer au second trimestre, les arrivées de touristes progressant de 7 %. La région Asie-Pacifique a connu un net rebond de sa fréquentation sur la première moitié de l'année (+14 %), l'Océanie enregistrant, cependant, des performances plus modestes (+5 %). Dans les pays de la région, les îles Fidji et la Papouasie Nouvelle-Guinée enregistrent de fortes hausses de fréquentation (supérieures à 20 %), tandis que celle de la Polynésie Française est toujours en recul de 11 % à fin mai.

■ L'aquaculture mal orientée

Les chiffres de la pêche et de l'aquaculture continuent d'être mal orientés sur un an. Les exportations de produits de la mer (thons, crevettes et holothuries) reculent ainsi de 22 % en volume et de 16 % en valeur.

Les exportations de crevettes, qui représentent 77 % des exportations des produits de la mer, diminuent de 20 % en volume et de 3 % en valeur même si le second trimestre a été mieux orienté. Les exportations à destination du Japon sont en hausse sensible de 36 %, tandis que les livraisons vers les Etats-Unis ont repris après plus d'un an d'arrêt. Néanmoins, ces hausses n'ont pas réussi à compenser totalement la baisse de 70 % des exportations à destination de la métropole.

Les abattages de viandes bovines et porcines ont continué de progresser au 2^e trimestre (respectivement de 25 % et 6 %). 1 283 tonnes de viandes bovines ont été produites depuis le début de l'année ce qui représente le meilleur premier semestre depuis 2005.

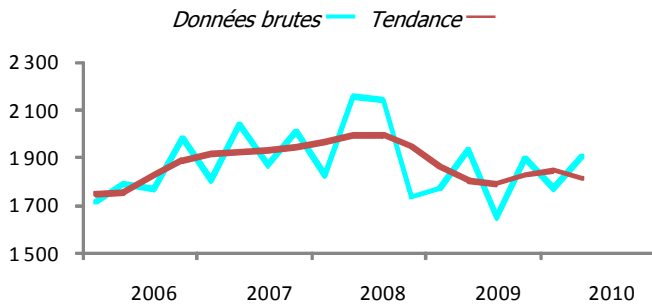
Les annexes statistiques et la note méthodologique correspondantes à ce bulletin trimestriel de conjoncture sont téléchargeables sur le site de l'IEOM à l'adresse suivante : <http://www.ieom.fr/ieom/publications-24/nouvelle-caledonie/publications/bulletins-trimestriels-de-conjoncture-economique/>

*Annexes
Statistiques*

-1 Les ménages

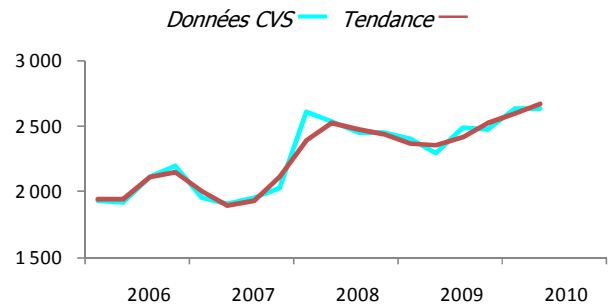
1-1 L'évolution de la consommation des ménages

Immatriculations de voitures particulières (en nombre)



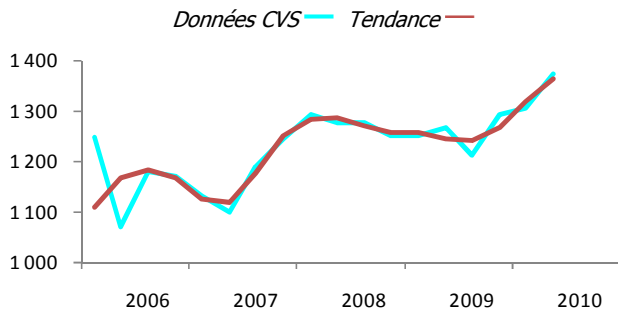
Source : Service des Mines

Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)



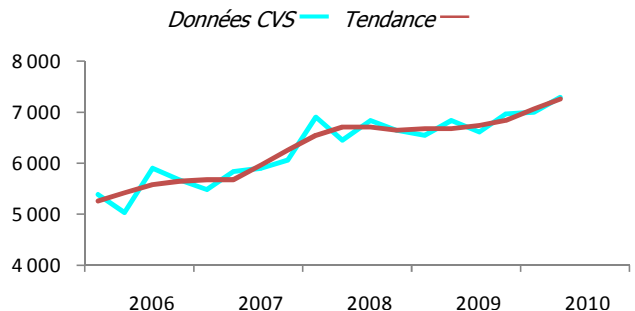
Sources : Service des Douanes, ISEE

Import. d'art. d'habillement et chaussures (en millions de F CFP)



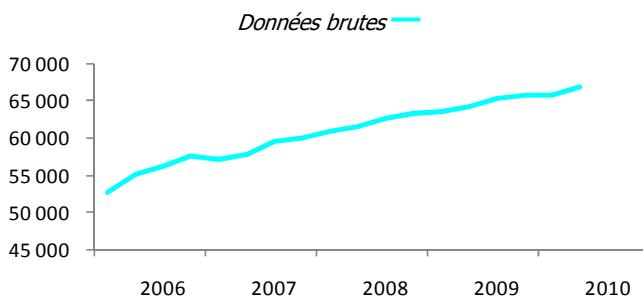
Sources : Service des Douanes, ISEE

Import. de produits alimentaires, boissons et tabac (en millions de F CFP)



Sources : Service des Douanes, ISEE

Encours crédits à la consommation des ménages (en millions de F CFP)



Source : IEOM

	1er trim. 2010	2e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 2e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
CONSOMMATION DES MENAGES (en millions de F CFP)						
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison	2 400	2 586	+ 7,7%	4 426	4 987	+ 12,7%
Immatriculations de voitures particulières (en nombre)	1 771	1 901	+ 7,3%	3 700	3 672	- 0,8%
Importations de voitures de tourisme	3 793	4 378	+ 15,4%	7 169	8 171	+ 14,0%
Importations d'articles d'habillement et chaussures	1 196	1 694	+ 41,6%	2 705	2 891	+ 6,9%
Importations de produits alimentaires, boissons et tabac	6 783	6 894	+ 1,6%	12 769	13 677	+ 7,1%
CONDITIONS DE FINANCEMENT (en millions de F CFP)						
Encours bancaires des crédits à la consommation des ménages	mars-2010 65 597	juin-2010 66 806	+ 1,8%	juin-2009 64 062	juin-2010 66 806	+ 4,3%

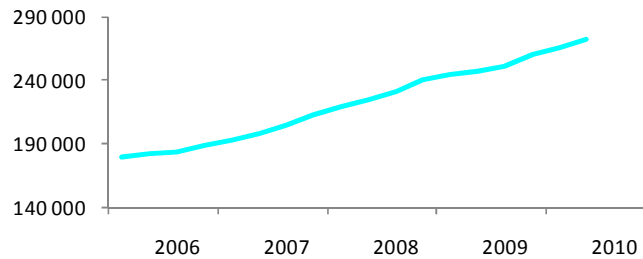
Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

1-2 L'investissement immobilier des ménages

Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages)

(en millions de F CFP)

Données brutes



Source : IEOM

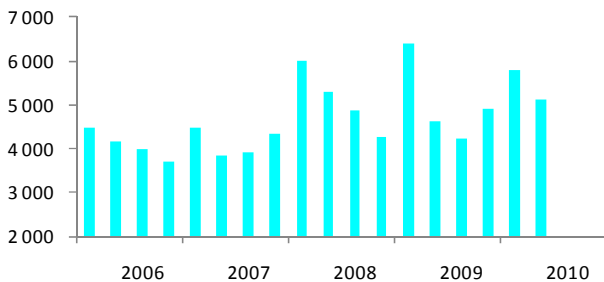
CONDITIONS DE FINANCEMENT	mars-2010	juin-2010	Variation	juin-2009	juin-2010	Variation
Encours des crédits à l'habitat des ménages (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	265 572	272 310	+ 2,5%	247 092	272 310	+ 10,2%

Sources : ISEE, IEOM

1-3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

Incidents de paiement sur chèques

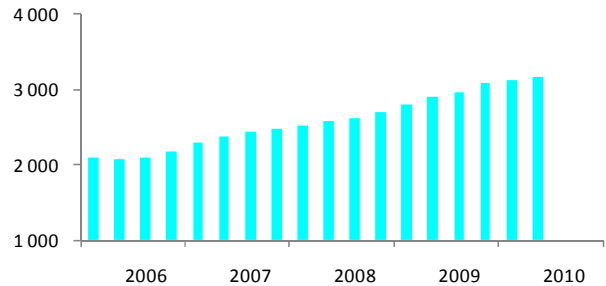
(en nombre)



Source : IEOM

Décisions de retraits de cartes bancaires

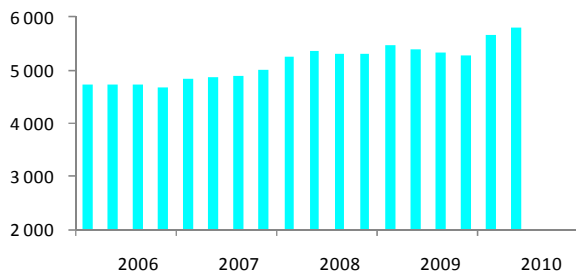
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

Personnes physiques interdites bancaires

stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

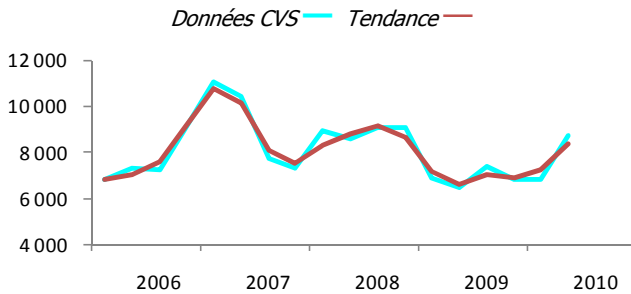
	1er trim. 2010	2e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 2e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Décisions de retrait de cartes bancaires (Cumul)	450	454	+ 0,9%	938	904	- 3,6%
Incidents de paiement sur chèques (Cumul)	5 791	5 137	- 11,3%	11 021	10 928	- 0,8%
	mars-2010	juin-2010	Variation	juin-2009	juin-2010	Variation
Personnes physiques en interdiction bancaire (Stock)	5 676	5 798	+ 2,1%	5 386	5 798	+ 7,6%

Source : IEOM

-2 Les entreprises par secteur

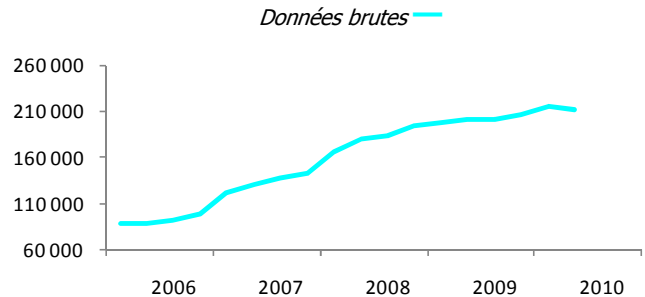
2.1 – L'investissement des entreprises

Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)



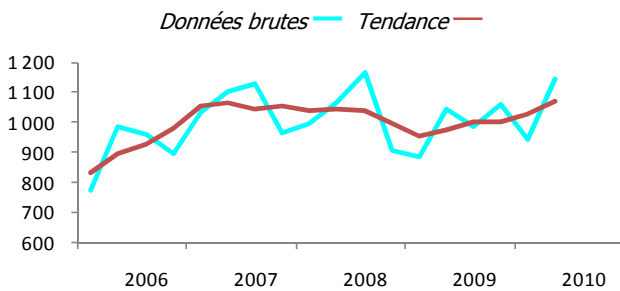
Sources : Service des douanes, ISEE

Encours bancaires des crédits d'investissement (toutes zones en millions de F CFP)



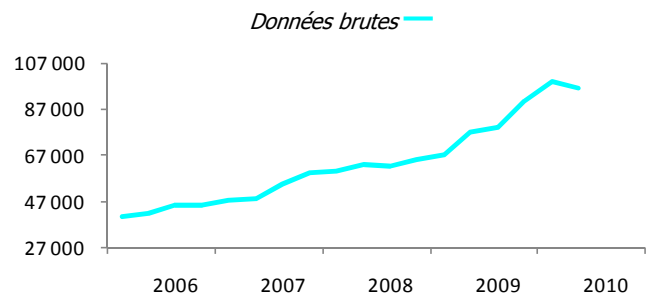
Source : IEOM

Immatriculations de véhicules utilitaires (en nombre)



Source : Service des Mines

Crédits à la construction des entreprises (en millions de F CFP)

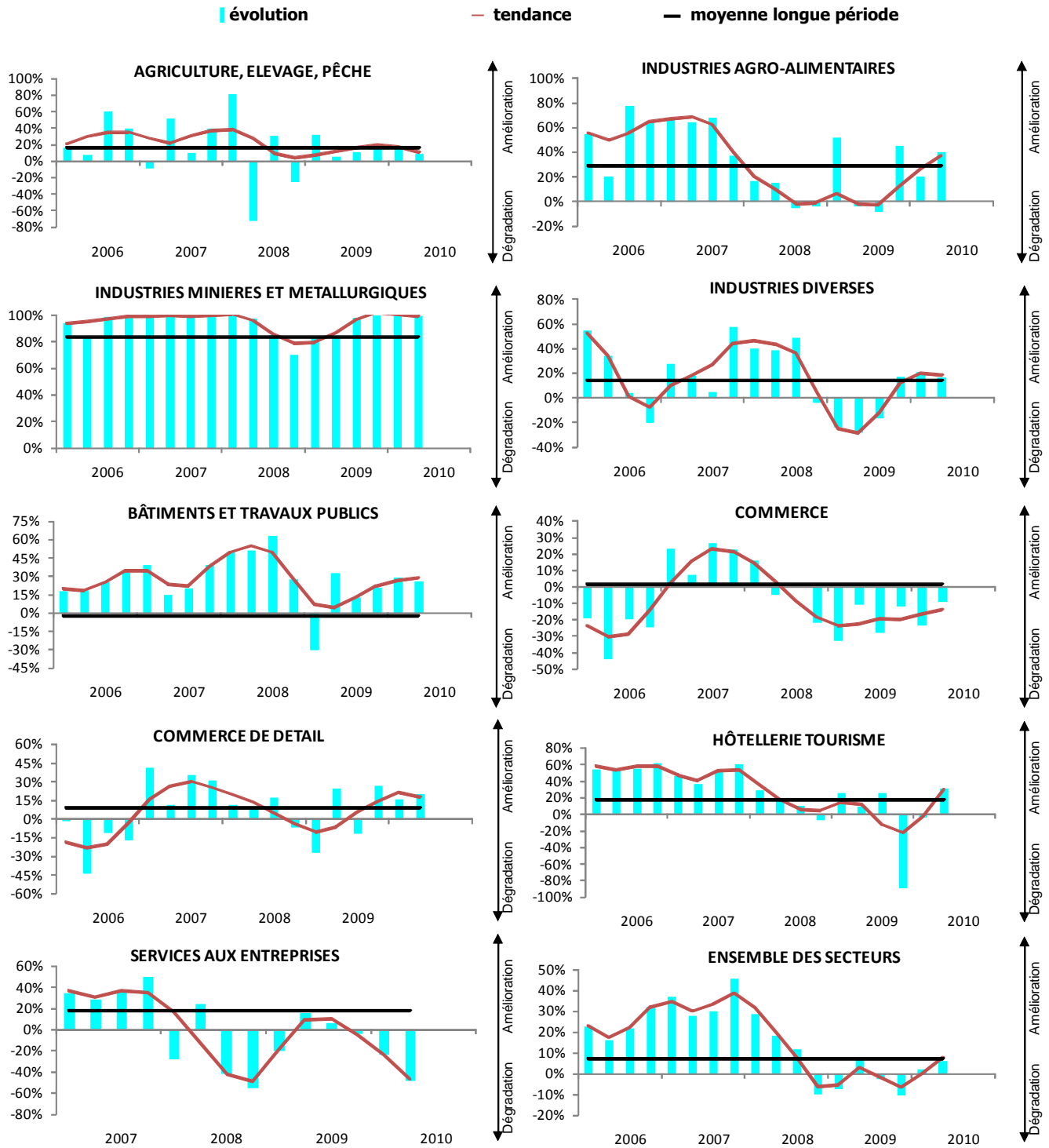


Source : IEOM

	1er trim. 2010	2e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 2e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES						
Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)	7 263	8 672	+ 19,4%	13 723	15 935	+ 16,1%
Importations de voitures utilitaires (en millions de F CFP)	2 107	1 758	- 16,5%	4 977	3 865	- 22,3%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (en nombre)	944	1 144	+ 21,2%	1 928	2 088	+ 8,3%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours des crédits d'investissement des entreprises (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	mars-2010	juin-2010	Variation	juin-2009	juin-2010	Variation
	214 958	211 951	- 1,4%	201 326	211 951	+ 5,3%

Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

2.2 L'investissement des entreprises sur les douze prochains mois

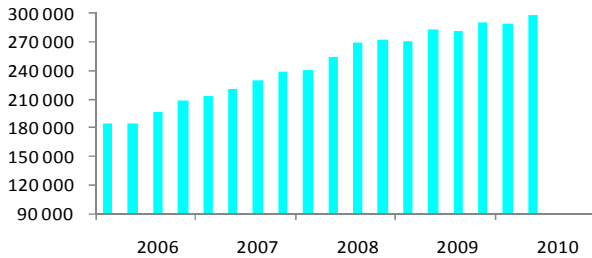


Source et réalisation : IEOM

2.3 - Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

Encours bancaire des crédits à l'ensemble des secteurs

(en millions de F CFP)
Données brutes

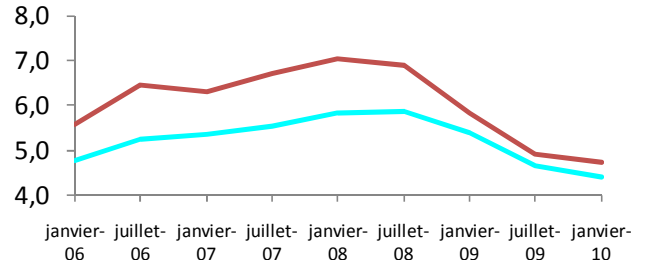


Source : IEOM

Coût du crédit aux entreprises

(Taux moyen pondéré, en %)

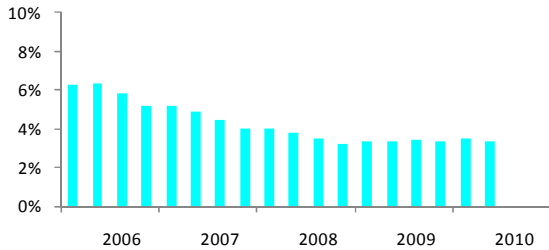
— Court terme — Moyen et long terme



Source : IEOM

Ensemble des secteurs

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

Personnes morales interdites bancaires

(en nombre)

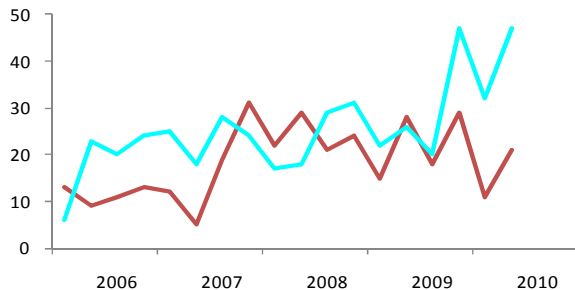


Source : IEOM

Redressements et liquidations judiciaires

(en nombre)

— Liquidations judiciaires — Redressements judiciaires

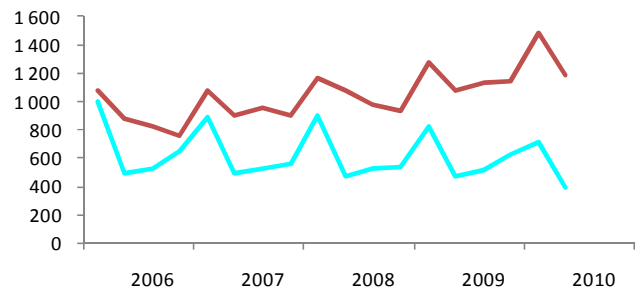


Source : Tribunal Mixte de Commerce

Créations et cessations d'entreprises

(en nombre)

— Créations d'entreprises — Cessations d'entreprises



Source : ISEE

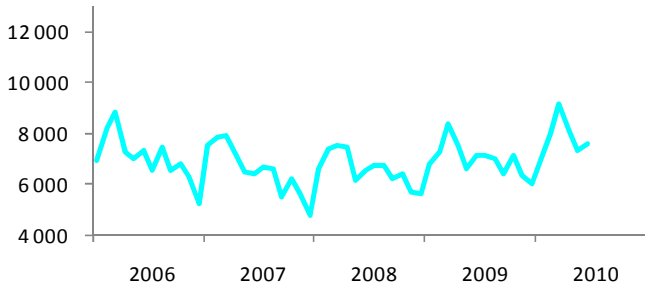
	1er trim. 2010	2e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 2e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Redressements judiciaires (en nombre)	11	21	+ 90,9%	43	32	- 25,6%
Liquidations judiciaires (en nombre)	32	47	+ 46,9%	48	79	+ 64,6%
Créations d'entreprise (en nombre)	1 490	1 185	- 20,5%	2 355	2 675	+ 13,6%
Cessations d'entreprise (en nombre)	714	399	- 44,1%	1 290	1 113	- 13,7%
Source : Tribunal Mixte de Commerce						
	mars-2010	juin-2010	Variation	juin-2009	juin-2010	Variation
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Ratio créances douteuses brutes/total des crédits (en %)	3,47%	3,35%	- 0,2 pts	3,36%	3,35%	- 0,1 pts
Personnes morales en interdiction bancaire (en fin de trimestre)	664	707	+ 6,5%	636	707	+ 11,2%
Source : IEOM						
	mars-2010	juin-2010	Variation	juin-2009	juin-2010	Variation
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours des crédits tous secteurs confondus (en millions de F CFP)	289 447	299 105	+ 3,3%	283 214	299 105	+ 5,6%
Source : IEOM						

-3 Indicateurs macro-économiques

3.1 - Les indicateurs macro-économiques

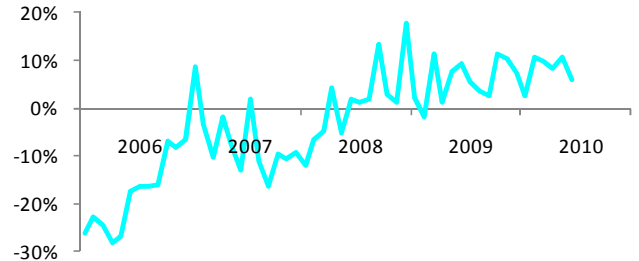
Demandes d'emploi en fin de mois (stock)

Demandes enregistrées en fin de mois
Données brutes



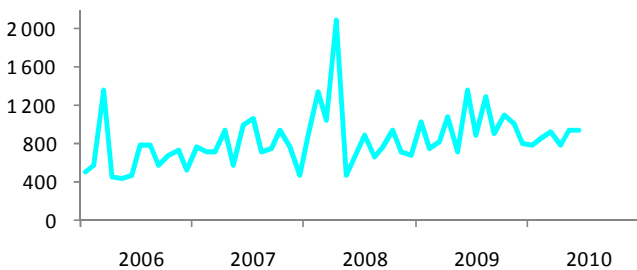
Source : IDCNC

Variations demandes d'emploi mensuelles brutes
glissement annuel



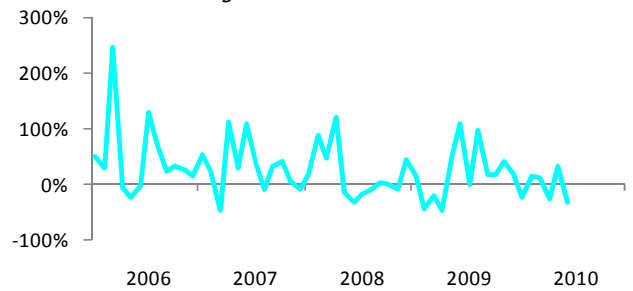
Nouvelles offres d'emploi enregistrées (flux)

Nouvelles offres enregistrées
Données brutes



Source : IDCNC

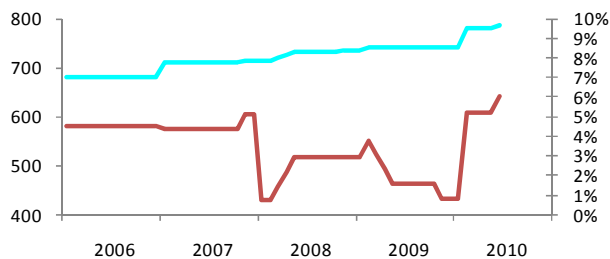
Variations offres d'emploi mensuelles
glissement annuel



Source : IDCNC

Salaire minimum garanti horaire (en F CFP)

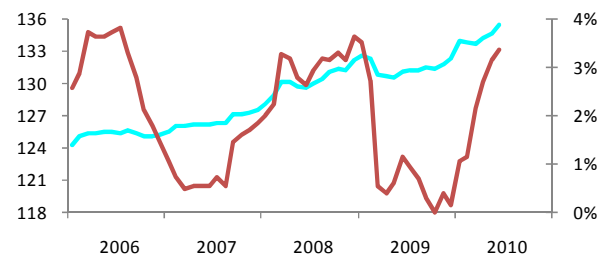
Données brutes — Glissement annuel (en %) —



Source : Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie

Indice des prix à la consommation

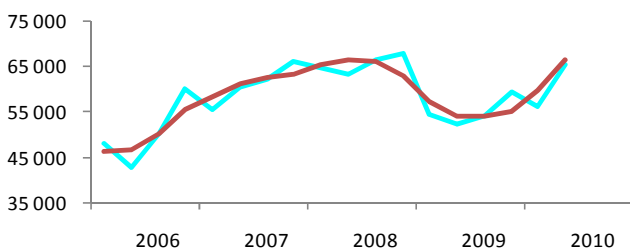
Données brutes (en indice) — Glissement annuel (en %) —



Source : ISEE

Importations (en millions de F CFP)

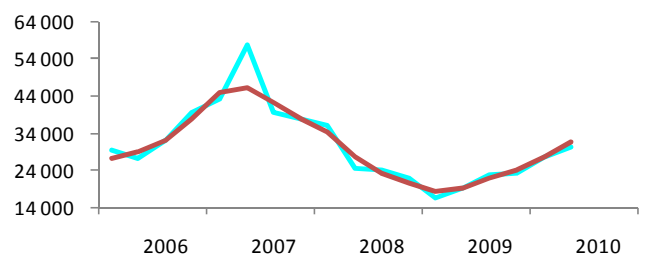
Données brutes — Tendance —



Sources : Service des Douanes-ISEE

Exportations (en millions de F CFP)

Données brutes — Tendance —



Sources : Service des Douanes-ISEE

Ventes d'électricité basse tension

(en milliers de kWh)

Données CVS — Tendence —

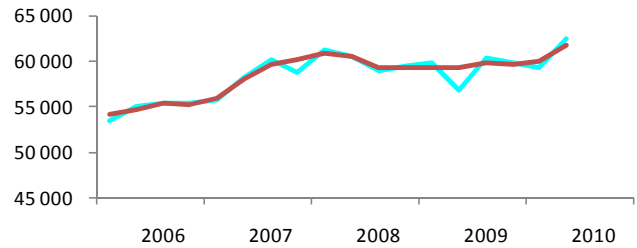


Sources : EEC - ENERCAL

Ventes d'électricité moyenne tension

(en milliers de kWh)

Données CVS — Tendence —



Sources : EEC - ENERCAL

	avril-2010	juillet-2010	Variation (2) -(1) / (1)	Variation annuelle
PRIX (Source : ISEE)*				
Indice des prix à la consommation (basse 100 : décembre 1992)				
	134,10	135,50	+ 1,0%	+ 3,3%

* Les indices sont arrondis. Leurs variations et rythmes annuels le sont également, mais sont toutefois calculés sur les valeurs exactes (avant arrondis)

	janv-07	nov-07	nov-08	févr-09	août-2010
LE SALAIRE MINIMUM GARANTI (Source : JONC)					
Salaire horaire minimum garanti (en F CFP)	710,06	715,17	736,13	742,39	787,07

	1er trim. 2010	2e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 2e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
L'EMPLOI (Source : IDCNC)						
Statistiques de stock (en fin de mois)						
<i>Demandes d'emploi (dernier mois du trimestre)</i>	9 196	7 577	-17,6%	7 153	7 577	5,9%
<i>Demandes d'emploi (moyenne du trimestre)</i>	8 060	7 695	-4,5%	7 106	7 695	8,3%
Statistiques de flux (au cours du mois)						
<i>Offres d'emplois nouvelles enregistrées</i>	2 557	2 662	4,1%	5 749	5 219	-9,2%
COMMERCE EXTERIEUR (Sources : Sce des Douanes - ISEE)						
Importations						
<i>En valeur (en millions de F CFP)</i>	56 014	65 449	16,8%	106 905	121 463	13,6%
<i>En volume (en tonnes)</i>	451 200	540 300	19,7%	760 000	991 500	30,5%
Exportations (p)						
<i>En valeur (en millions de F CFP)</i>	27 706	30 384	9,7%	36 086	58 090	61,0%
<i>En volume (en tonnes)</i>	866 701	1 162 154	34,1%	1 302 151	2 028 855	55,8%
Taux de couverture des importations par les exportations en valeur	49,5%	46,4%	- 3,0 pts	33,8%	47,8%	+ 14,1 pts

ENERGIE (Sources : ENERCAL - EEC)						
Electricité produite (en millions de kWh)						
<i>D'origine thermique</i>	630	408	-35,3%	813	1 037	27,6%
<i>D'origine hydraulique</i>	44	98	123,2%	286	142	-50,4%
<i>D'origine éolienne</i>	15	10	-35,3%	18	25	34,4%
Electricité consommée (en millions de kWh)						
<i>Distribution S.L.N.</i>	329	321	-2,6%	610	650	6,4%
<i>Distribution E.E.C.</i>	209	149	-28,9%	299	358	19,6%
<i>Distribution ENERCAL</i>	50	48	-3,0%	82	98	19,0%
Ventes d'électricité (en millions de kWh)						
<i>Basse tension</i>	172	161	-6,6%	330	333	0,9%
<i>Moyenne tension</i>	107	99	-6,6%	208	206	-1,0%
	66	62	-6,6%	122	127	4,2%

(p) Données provisoires pour l'année 2007

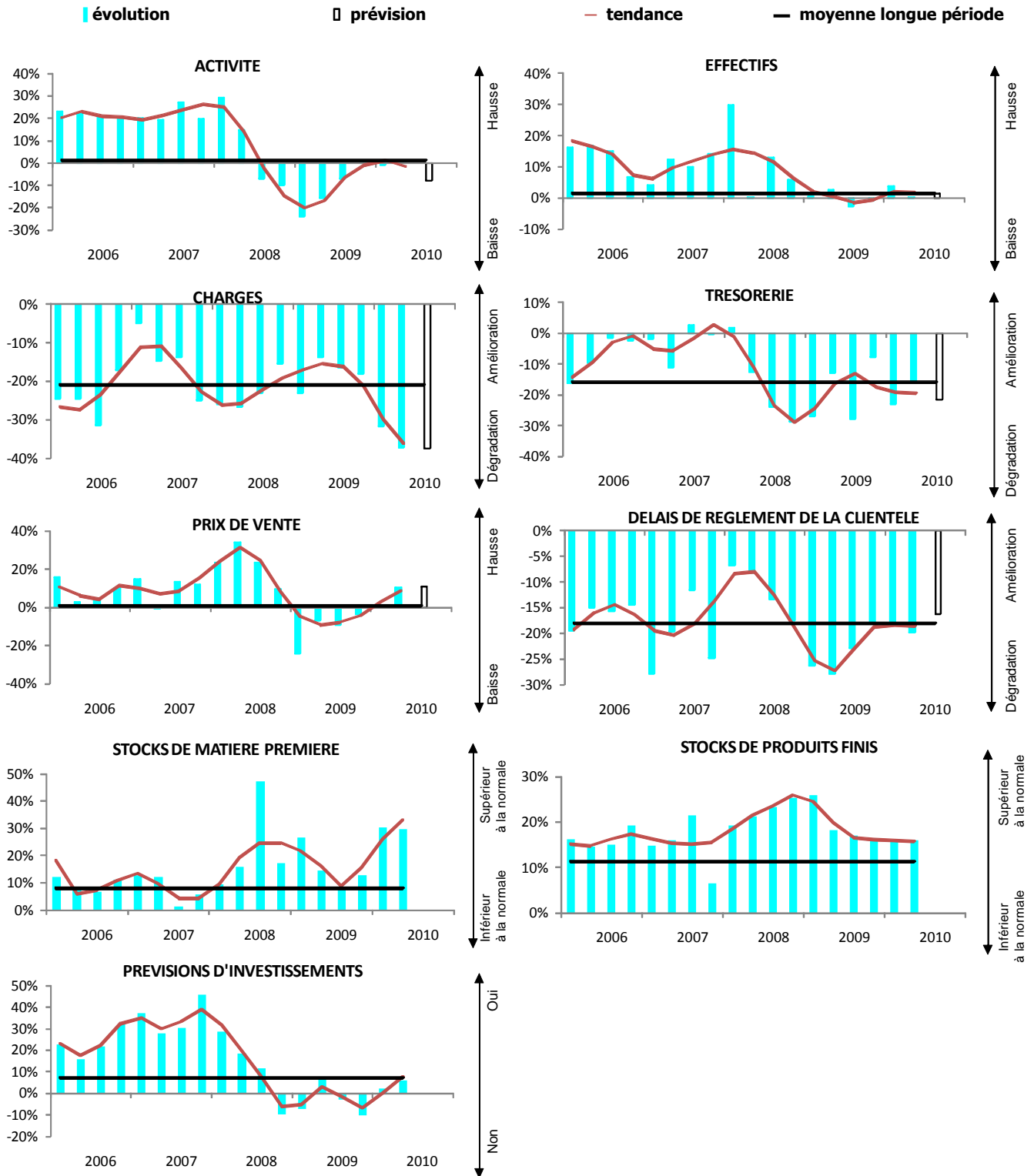
nd : non disponible

ns : non significatif

- 4 Les secteurs d'activité

4.1 Vue d'ensemble

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise au 30 juin 2010 (hors mines et métallurgie)

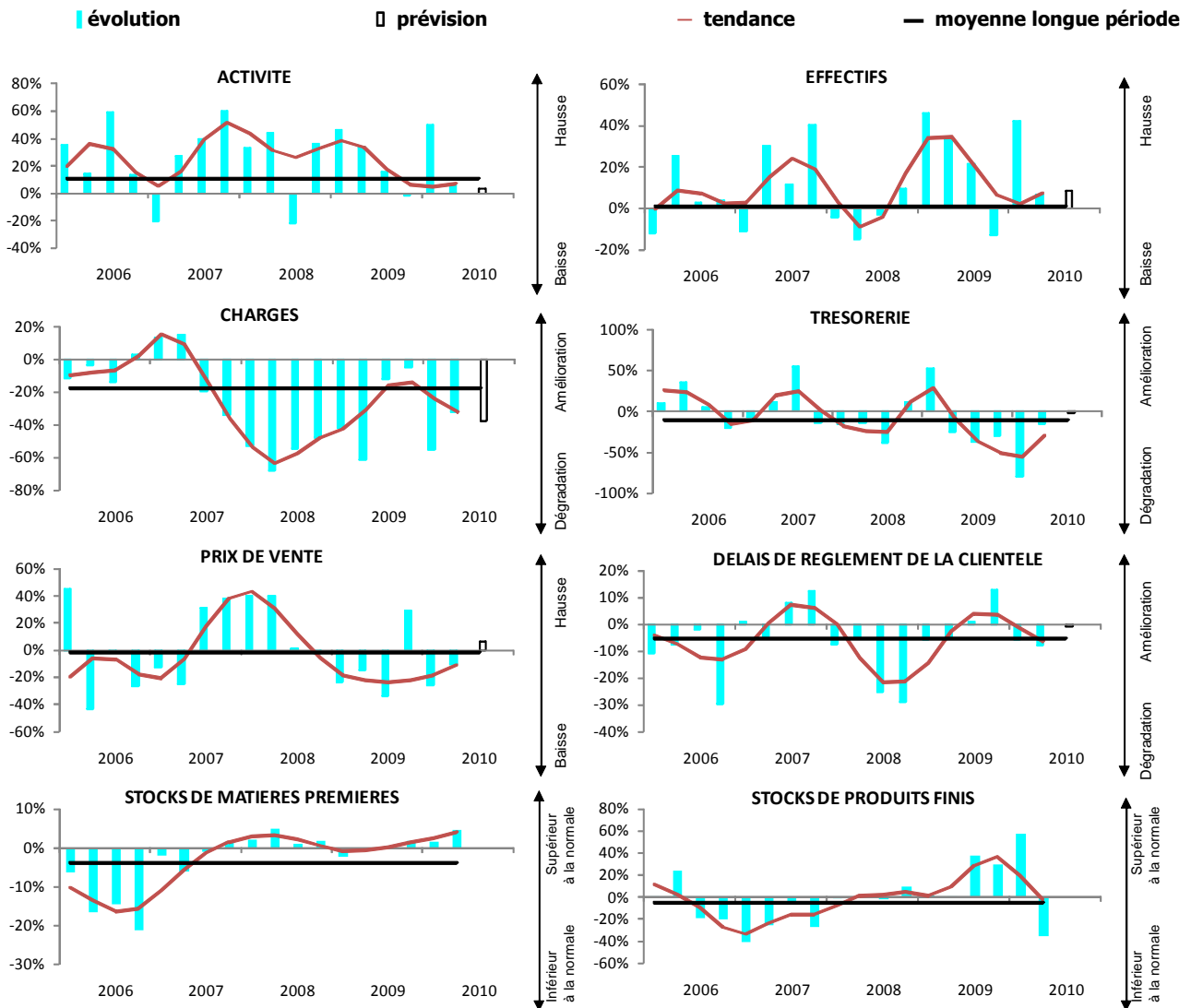


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 199 entreprises pour 165 réponses.

4-2 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture » au 30 juin 2010



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

	1er trim. 2010	2e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 2e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
ELEVAGE (Sources : ISEE - OCEF)						
Abattages contrôlés (en tonnes)						
Viande bovine	570	713	+ 25,1%	1 124	1 283	+ 14,1%
Viande porcine	326	346	+ 6,1%	586	672	+ 14,6%
Importations de viandes						
Viande bovine						
. en tonnes	334	400	+ 19,8%	852	734	- 13,8%
. en millions de F CFP	262	225	- 14,1%	385	487	+ 26,5%
Viande porcine						
. en tonnes	139	165	+ 18,7%	173	304	+ 75,7%
. en millions de F CFP	46	53	+ 15,2%	47	99	+ 110,6%
AQUACULTURE (Source : ISEE)						
Exportations de crevettes (en tonnes)	139	382	+ 174,8%	654	521	- 20,3%
Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	195	541	+ 177,4%	759	736	- 3,0%
PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)						
Exportations de thons, crevettes et holothuries						
. en tonnes	266	672	+ 153,1%	1 200	938	- 21,8%
. en millions de F CFP	265	684	+ 158,1%	1 130	949	- 16,0%

Sources : ISEE, IEOM

Abattages de viande bovine (en tonnes)

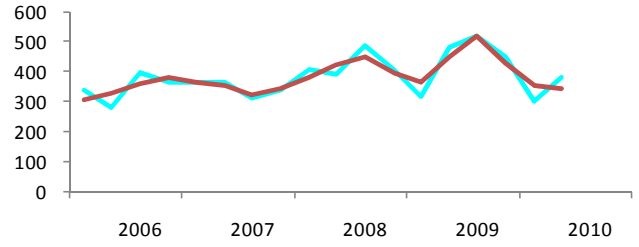
Données CVS — Tendance



Source : OCEF

Importations de viande bovine (en tonnes)

Données CVS — Tendance



Sources : Service des Douanes-ISEE

Abattages de viande porcine (en tonnes)

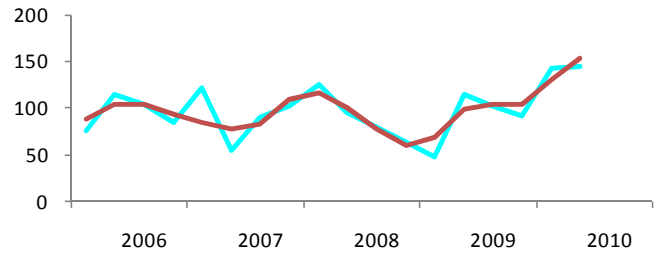
Données CVS — Tendance



Source : OCEF

Importations de viande porcine (en tonnes)

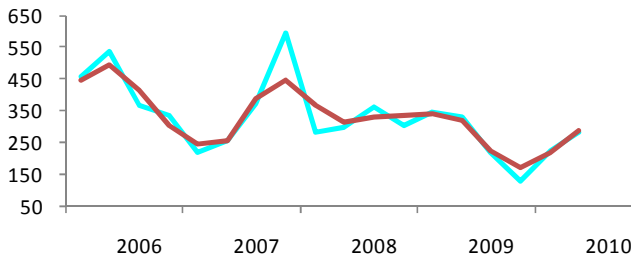
Données CVS — Tendance



Sources : Service des Douanes-ISEE

Exportations de crevettes (en tonnes)

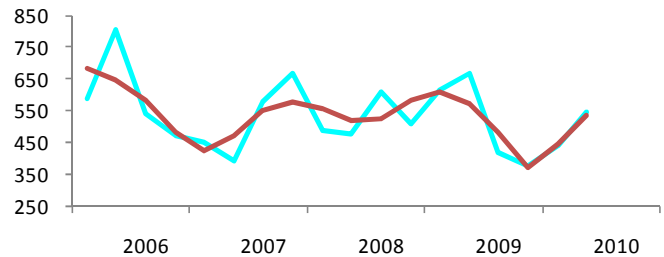
Données CVS — Tendance



Source : ISEE

Exportations de thons, crevettes et holothuries (en tonnes)

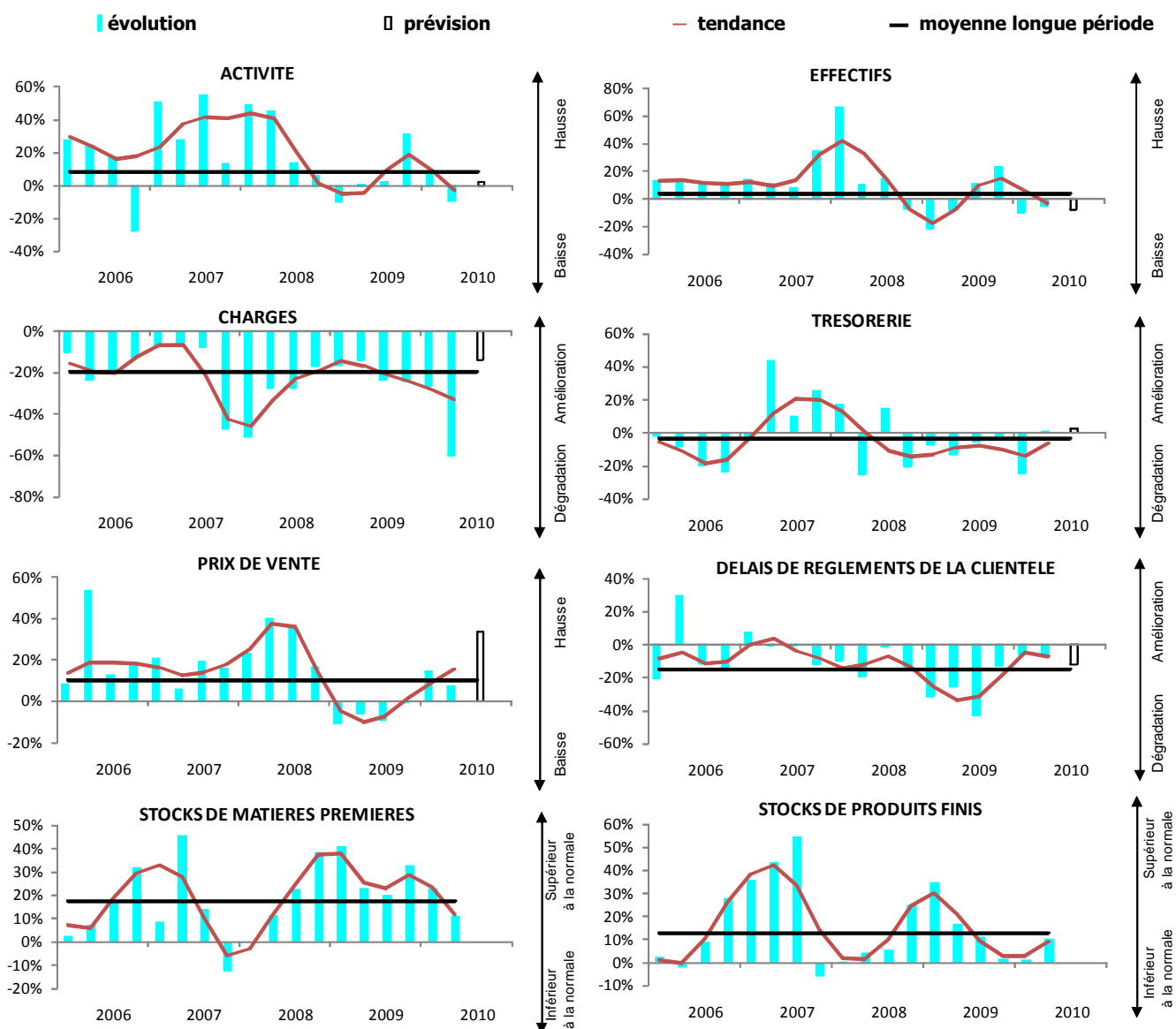
Données CVS — Tendance



Source : Service des Douanes-ISEE

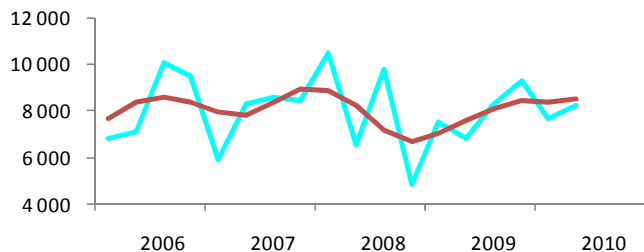
4-3 Industries

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des industries au 30 juin 2010



Importations de céréales (en tonnes) (y compris pour l'alimentation animale)

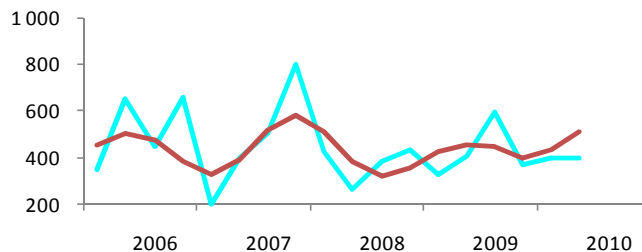
Données Brutes — Tendence —



Sources : Services des Douanes, ISEE

Importations de lait en poudre (en tonnes)

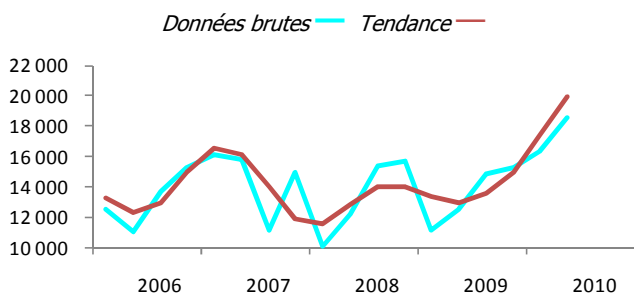
Données brutes — Tendence —



Sources : Services des Douanes, ISEE

	1er trim. 2010	2e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 2e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES						
Céréales (en tonnes)	7 668	8 248	+ 7,6%	14 305	15 916	+ 11,3%
Lait en poudre (en tonnes)	394	395	+ 0,1%	731	789	+ 7,9%

Importations de métaux (en tonnes)



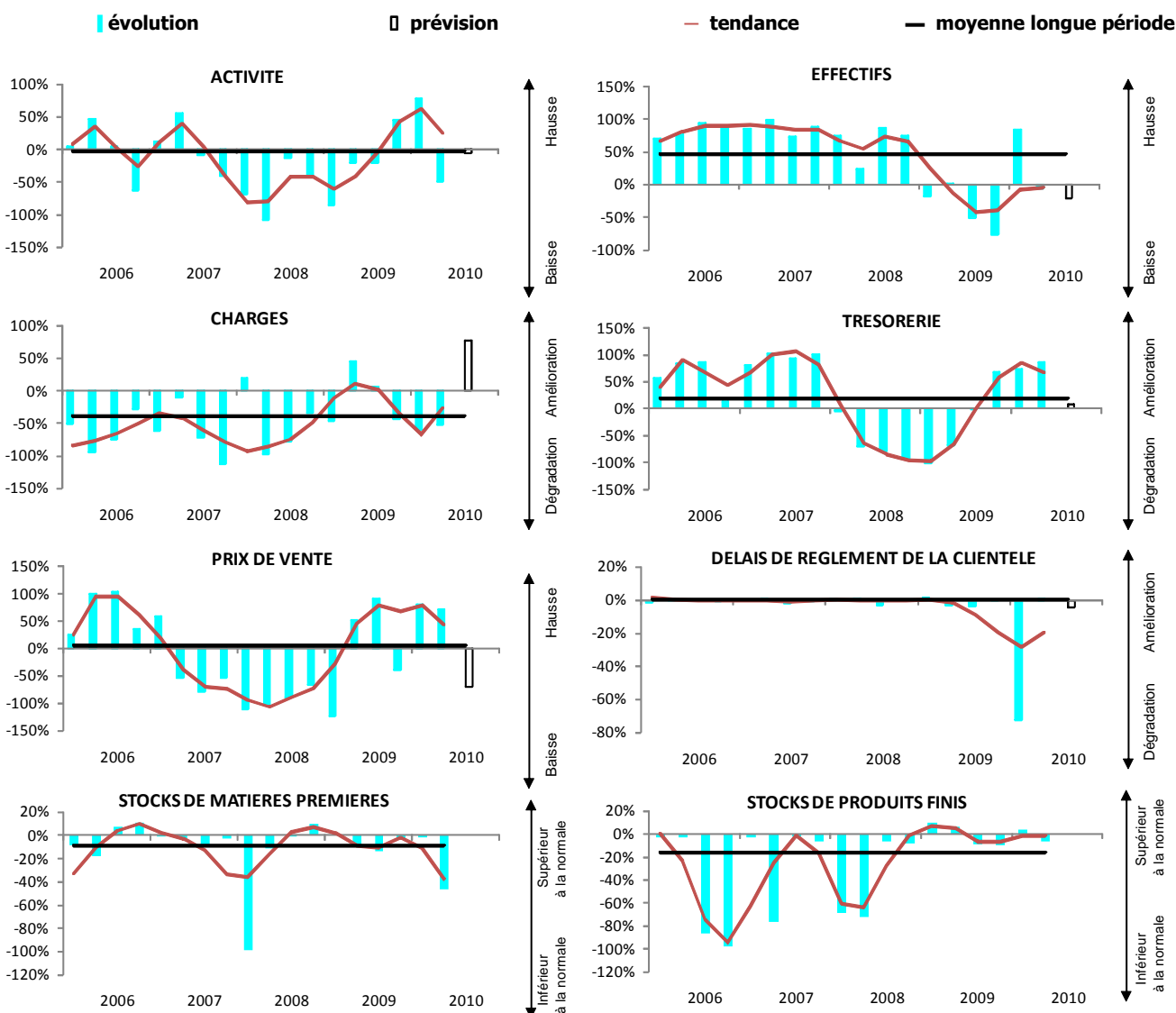
Sources : Service des douanes, ISEE

	1er trim. 2010	2e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 2e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
INDUSTRIES DIVERSES						
Importations de métaux (en millions de F CFP)	2 889	3 982	+ 37,9%	4 547	6 871	+ 51,1%

Sources : Service des Douanes, IEOM

4-4 Industries minières et métallurgiques

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Mines et de la métallurgie » au 30 juin 2010



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

Production de produits miniers

(en milliers de tonnes)

Données CVS — Tendances

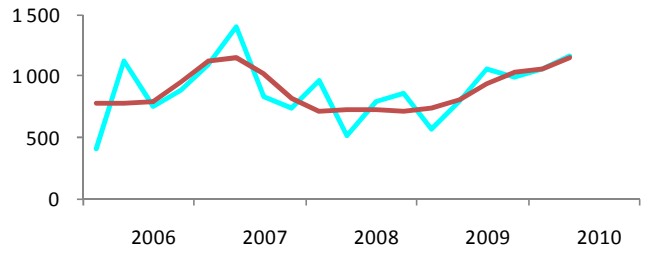


Source : Service des Mines

Exportations de produits miniers

(en milliers de tonnes)

Données CVS — Tendances

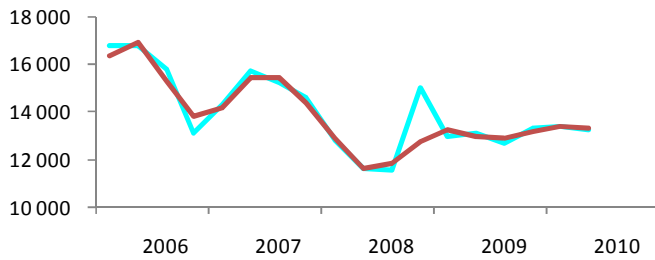


Source : Service des Mines

Production de produits métallurgiques

(en tonnes de métal contenu)

Données CVS — Tendances

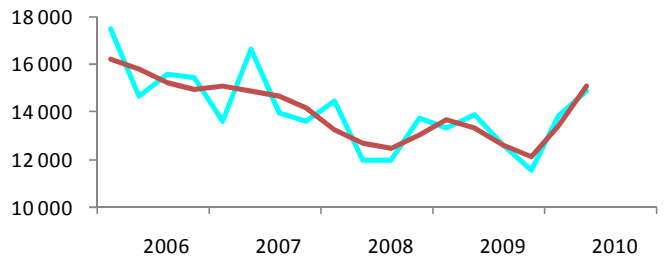


Source : Service des Mines

Exportations de produits métallurgiques

(en tonnes de métal contenu)

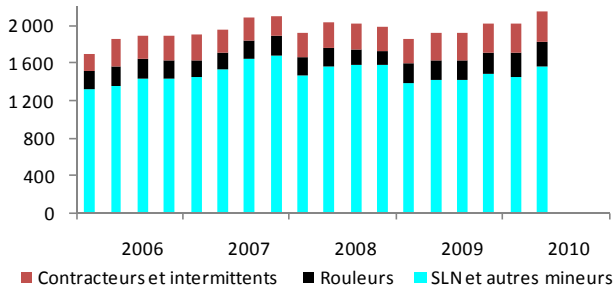
Données CVS — Tendances



Source : Service des Mines

Emploi sur mines

(en nombre)



Source : Service des Mines

Prix du nickel au LME en moyenne mensuelle

(En USD la livre)



Source : LME

Cours du dollar US / F CFP

(moyenne mensuelle)



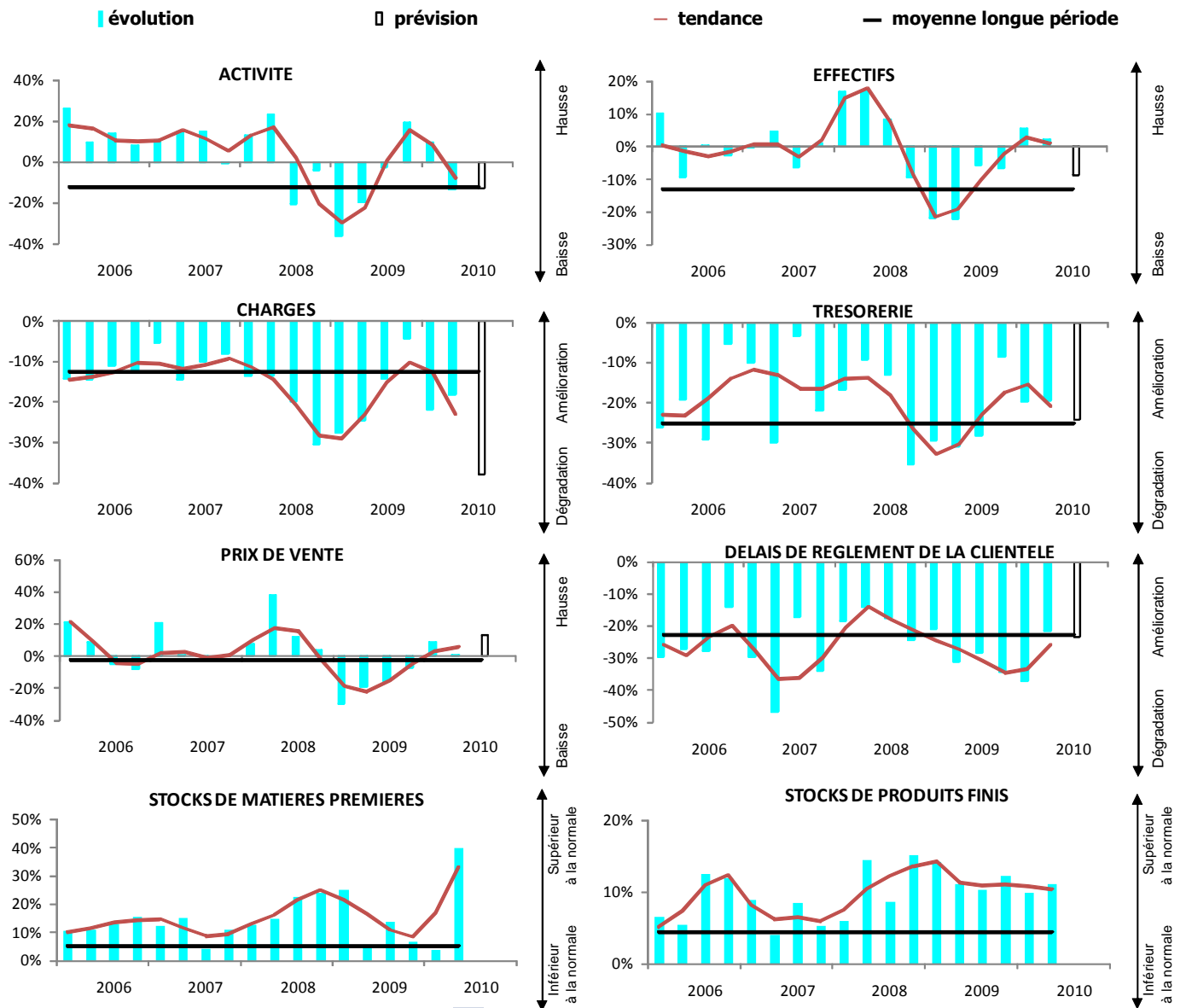
Source : Banque de France

	1er trim. 2010	2e trim. 2010	Variation	Moyenne à la fin du 2e trim. 2009	Moyenne 2010	Variation
Prix du minerai de nickel (Source : LME)						
London Metal Exchange						
Cours moyen en USD la livre au comptant (*)	9,0	10,2	+ 12,6%	5,3	9,6	+ 81,5%
Cours du nickel au LME en F CFP/livre (*)	782	952	+ 21,8%	473	867	+ 83,2%
	Moyenne 1er trim. 2010	Moyenne 2e trim. 2010	Variation	Moyenne 2e trim. 2009	Moyenne 2e trim. 2010	Variation
Stocks mondiaux de nickel (tonnes)	161 511	140 749	- 12,9%	109 054	140 749	+ 29,1%
	1er trim. 2010	2e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 2e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
MINERAI DE NICKEL (Source : Service des Mines)						
Production : en milliers de tonnes humides (1)	1 773	2 024	+ 14,2%	2 362	3 796	+ 60,7%
Saprolites	1 253	1 467	+ 17,1%	2 004	2 721	+ 35,8%
Latérites	520	556	+ 7,1%	358	1 076	+ 200,8%
Exportations : en milliers de tonnes humides (2)	814	1 102	+ 35,3%	1 206	1 916	+ 58,8%
Saprolites	436	566	+ 29,9%	834	1 002	+ 20,2%
Latérites	378	535	+ 41,6%	372	913	+ 145,4%
Part de la production exportée (2)/(1)	45,9%	54,4%	+ 8,5 pts	51,1%	50,5%	- 1,3 pts
Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP)	4 129	6 717	+ 62,7%	3 898	10 847	+ 178,2%
Valeur moyenne de la tonne humide exportée en F CFP	5 073	6 097	+ 20,2%	3 231	5 662	+ 75,2%
METALLURGIE (Source : Service des Mines)						
Production (en tonnes de nickel contenu)	13 650	13 134	- 3,8%	26 296	26 784	+ 1,9%
Mattes	4 077	2 964	- 27,3%	6 442	7 042	+ 9,3%
Ferronickels	9 573	10 170	+ 6,2%	19 854	19 743	- 0,6%
Exportation (en tonnes de nickel contenu)	14 674	13 585	- 7,4%	26 702	28 258	+ 5,8%
Mattes	3 400	3 278	- 3,6%	6 904	6 677	- 3,3%
Ferronickels	11 274	10 307	- 8,6%	19 799	21 581	+ 9,0%
Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP)	22 645	21 465	- 5,2%	28 206	44 110	+ 56,4%
Mattes	5 260	4 462	- 15,2%	7 893	9 722	+ 23,2%
Ferronickels	17 385	17 003	- 2,2%	20 313	34 388	+ 69,3%

Sources : Service des Mines, ISEE, IEOM. (*) moyenne arithmétique du cours moyen mensuel

4-5 Bâtiment et travaux publics

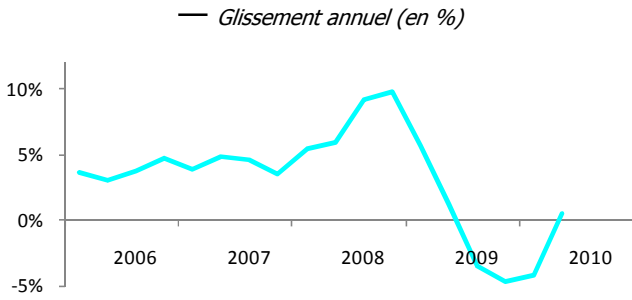
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Bâtiment et Travaux publics » au 30 juin 2010



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

	1er trim. 2010	2e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 2e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
MATERIAUX DESTINES AU BTP (Sources : ISEE, Service des Douanes)						
Ventes de ciment (en tonnes)	36 310	41 953	+ 15,5%	69 267	78 264	+ 13,0%
Importations maritimes de matériaux de construction (en tonnes) :						
. Ciment	81	130	59,5%	1 640	211	-87,1%
. Clinker	35 371	37 402	5,7%	54 000	72 773	34,8%
EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi)						
Effectifs du BTP (stock en fin de période)	déc-2009	mars-2010	Variation	mars-2009	mars-2010	Variation
	8 099	8 920	+ 10,1%	8 445	8 920	+ 5,6%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours global des crédits à la construction (en millions de F CFP)	mars-2010	juin-2010	Variation	juin-2009	juin-2010	Variation
	97 574	94 729	- 2,9%	76 227	94 729	+ 24,3%

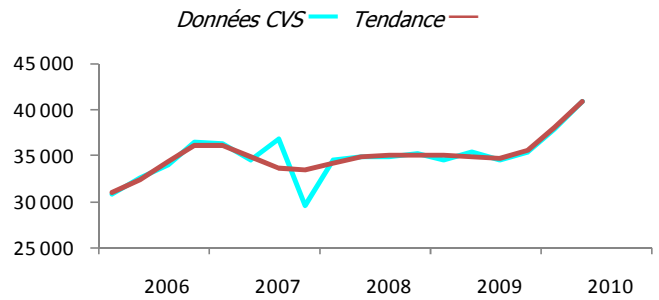
Index B.T. 21



Source : ISEE

Ventes de ciment

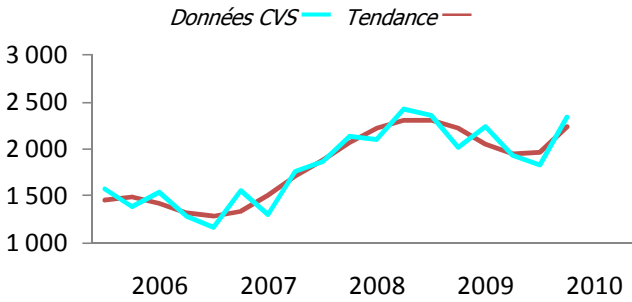
(en tonnes)



Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie)

Importation de plâtre et matériaux en plâtre

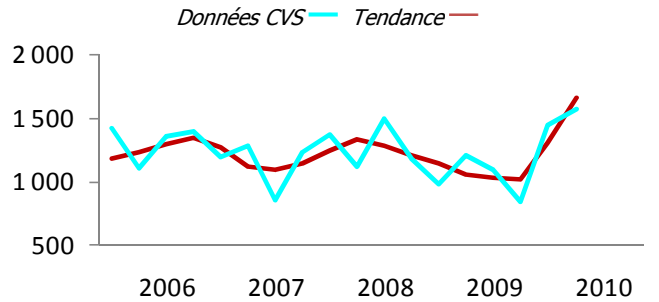
(en tonnes)



Source : ISEE, Douanes

Importation de tôle pour couverture

(en tonnes)

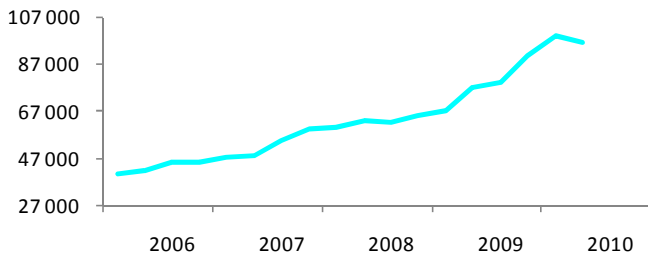


Source : ISEE, Douanes

Encours bancaires des crédits à la construction des entreprises

(toutes zones en millions de F CFP)

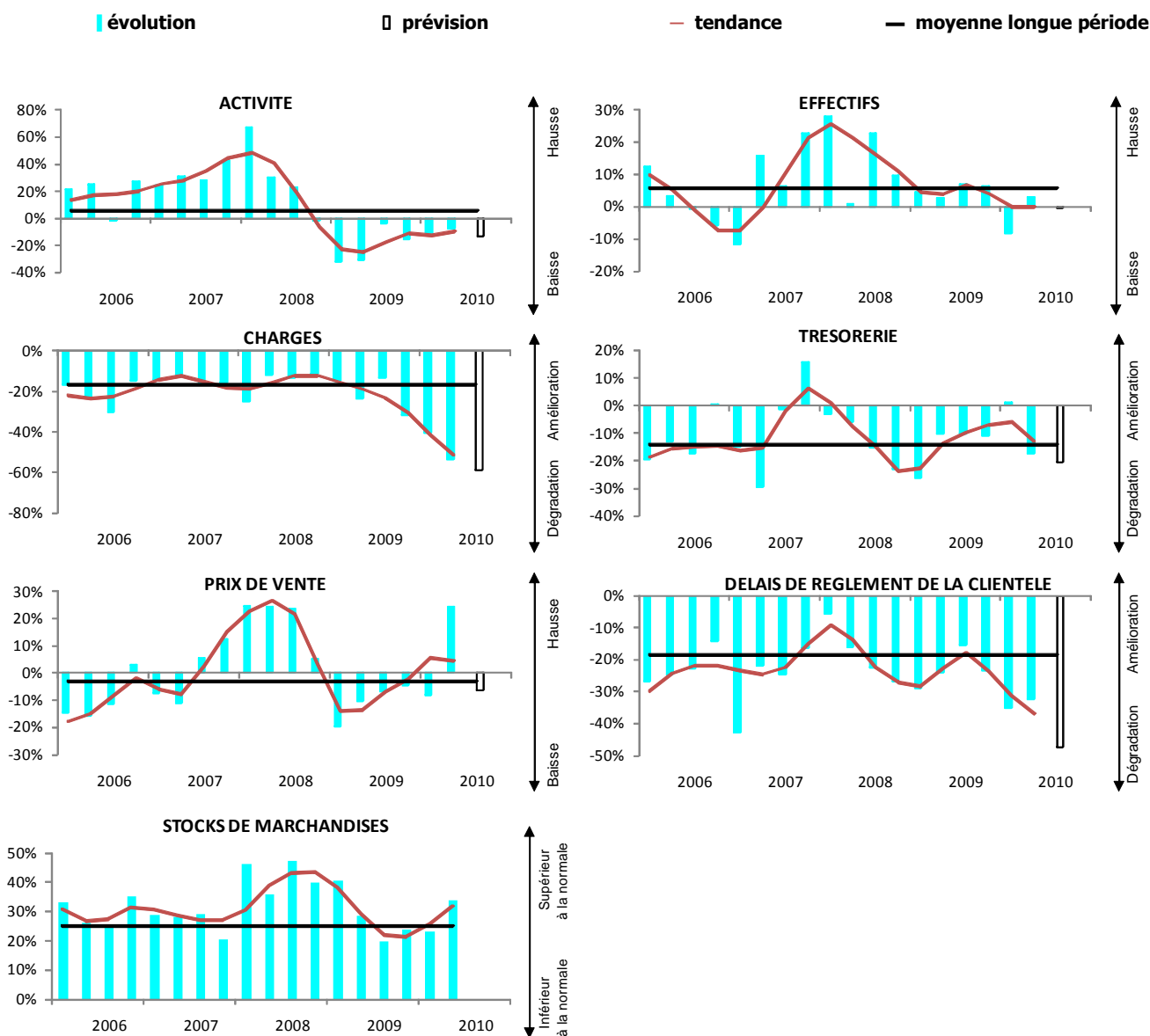
Données brutes



Source : IEOM

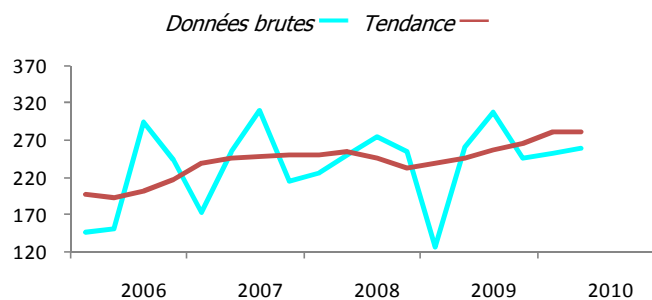
4-6 Commerce

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce » au 30 juin 2010



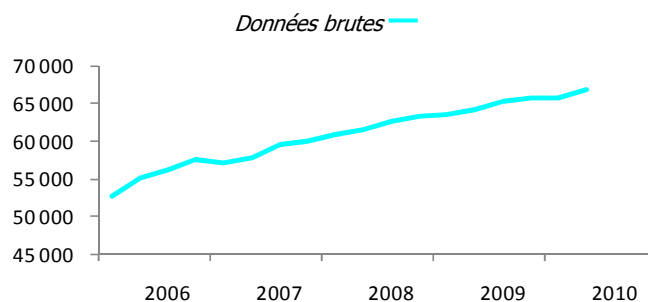
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

Importations de textile (en tonnes)



Sources : Service des Douanes, ISEE

Encours bancaires des crédits de trésorerie des ménages (en millions de F CFP)



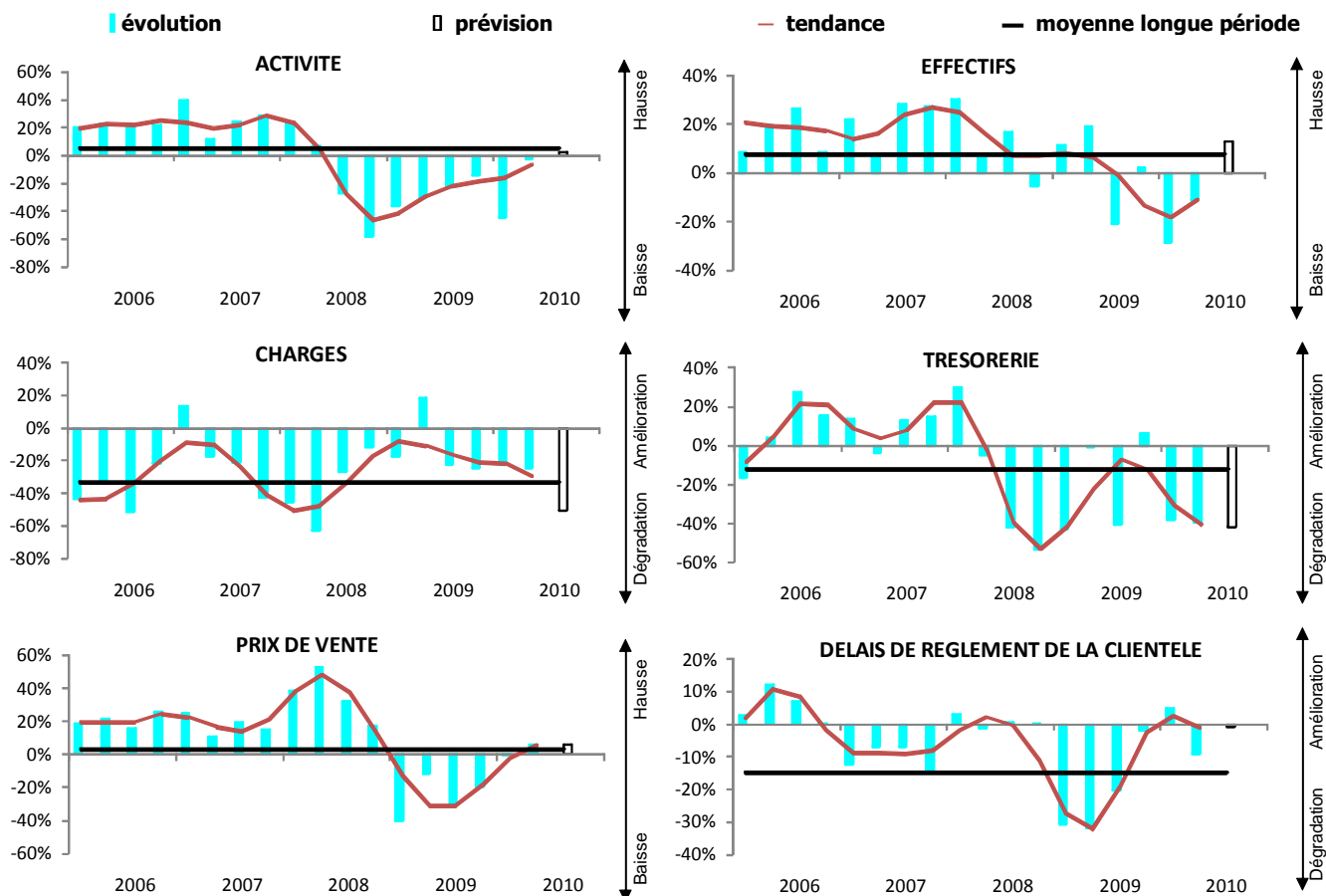
Source : IEOM

	1er trim. 2010	2e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 2e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
COMMERCE						
importations de textiles (en tonnes)	252	259	+ 2,7%	386	512	+ 32,5%

Sources : Service des Douanes, ISEE, IEOM

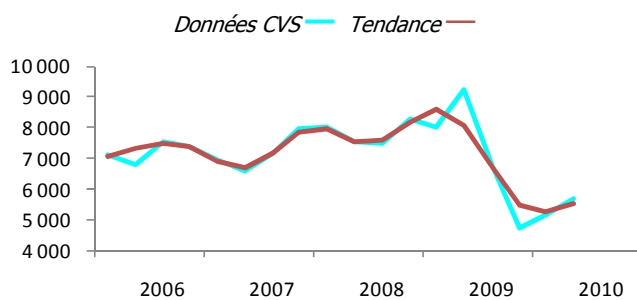
4-7 Hôtellerie - Tourisme

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur de « l'Hôtellerie et du Tourisme » au 30 juin 2010



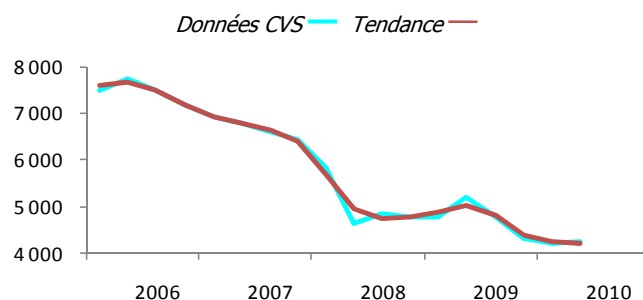
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

Nombre de touristes français



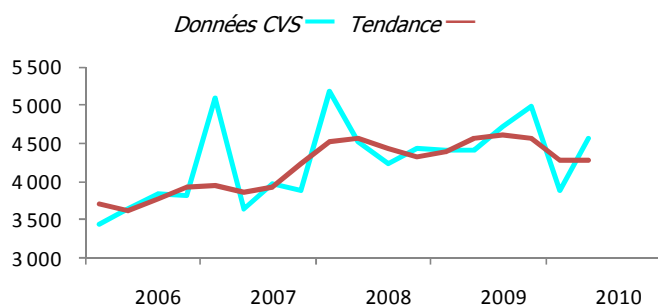
Source : ISEE

Nombre de touristes japonais



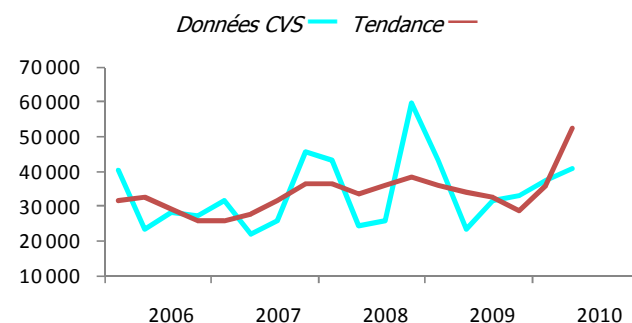
Source : ISEE

Nombre de touristes australiens



Source : ISEE

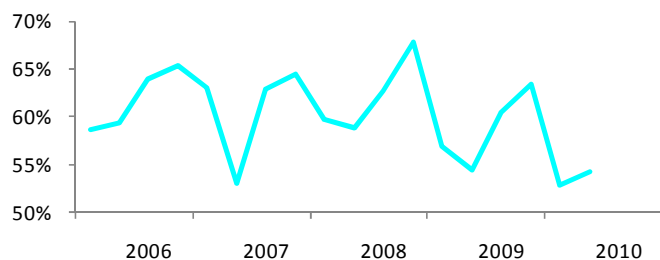
Nombre de touristes néo-zélandais



Source : ISEE

Taux d'occupation des chambres

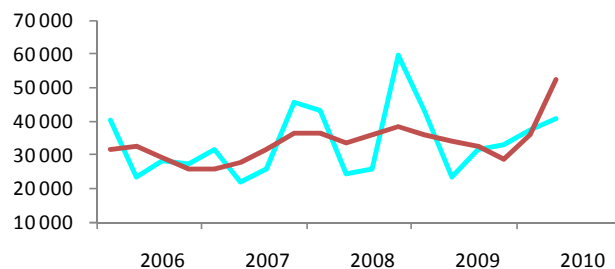
Moyenne trimestrielle - données brutes



Source : ISEE

Nombre de croisiéristes

Données brutes — Tendance



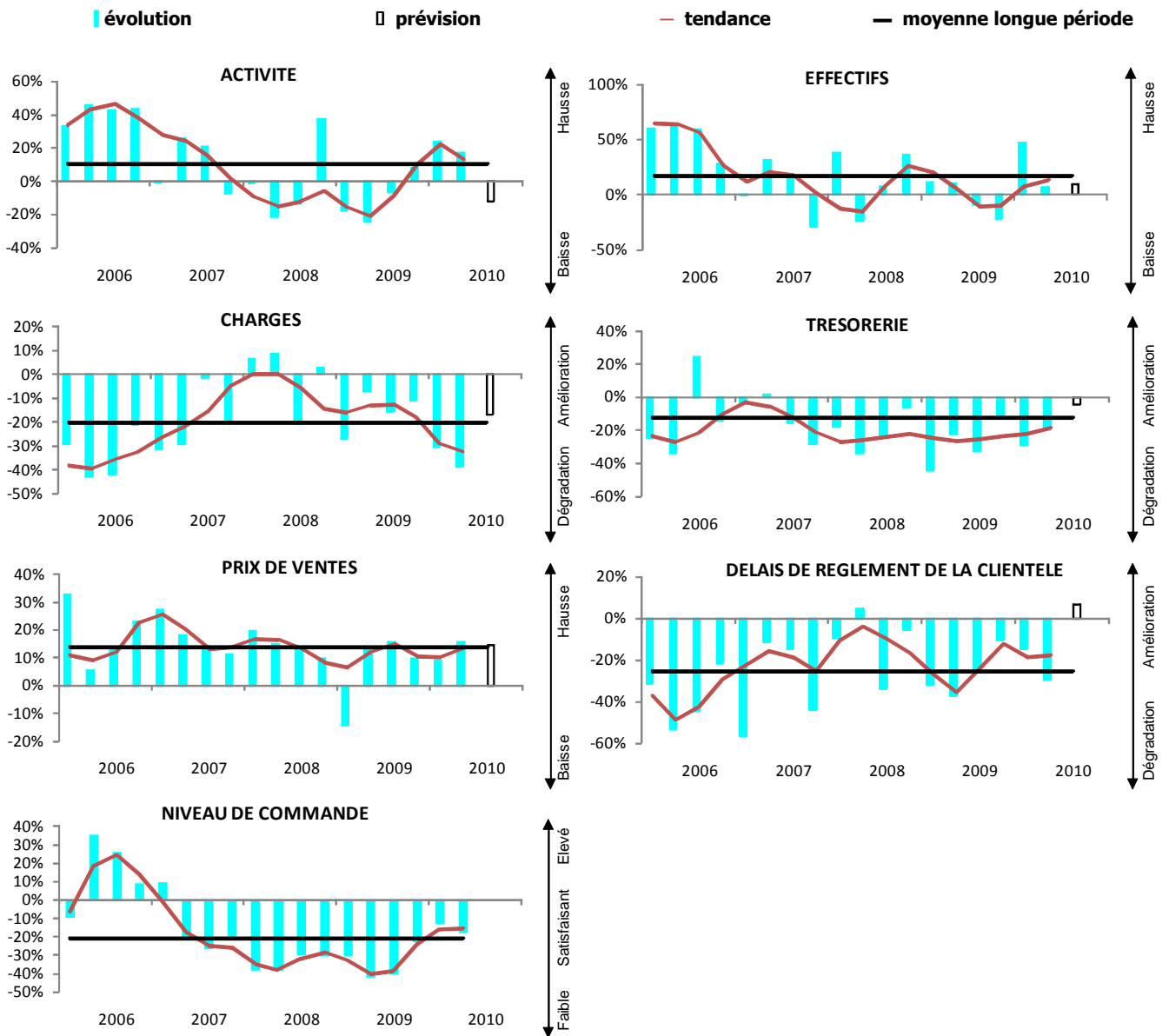
Source : ISEE

	1er trim. 2010	2e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 2e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
TAUX D'OCCUPATION DES CHAMBRES ET NUITÉES (Source : Syndicat des hôteliers)						
Coefficient d'occupation (en %) (moyenne)	52,9%	54,2%	- 1,3 pt	55,7%	53,5%	- 2,1 pts
Nombre de nuitées	126 227	125 849	-0,3%	287 520	252 076	-12,3%
DEBARQUEMENT DE TOURISTES (Source : ISEE)						
Tourisme de séjour						
Nombre de touristes	19 772	20 833	+ 5,4%	46 284	40 605	- 12,3%
Touristes français	4 754	4 231	- 11,0%	14 257	8 985	- 37,0%
Touristes japonais	4 560	3 143	- 31,1%	9 000	7 703	- 14,4%
Touristes australiens	3 336	4 534	+ 35,9%	8 134	7 870	- 3,2%
Touristes néo-zélandais	695	1 975	+ 184,2%	2 335	2 670	+ 14,3%
Touristes divers	6 427	6 950	+ 8,1%	12 558	13 377	+ 6,5%
Tourisme de croisière						
Nombre de croisiéristes	37 231	40 810	+ 9,6%	66 359	78 041	+ 17,6%
Nombre d'escales de navires	26	21	- 19,2%	43	47	+ 9,3%

Source : ISEE, IEOM

4-8 Services aux entreprises

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des « Services aux entreprises » au 30 juin 2010



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

Note méthodologique

L'évolution de la conjoncture est appréhendée au travers des résultats d'une enquête d'opinion menée auprès d'un échantillon représentatif de dirigeants d'entreprises et des données économiques brutes se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages. Afin de faciliter la compréhension de ce document, il est utile de préciser quelques points.

Les commentaires ne font que refléter l'opinion des chefs d'entreprises interrogés et ne sauraient engager l'IEOM.

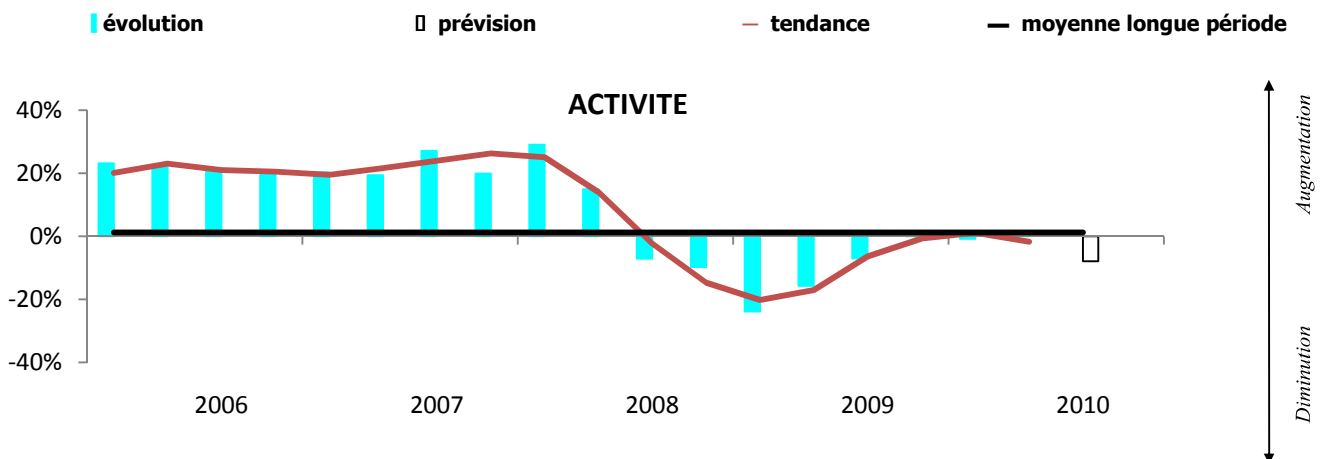
Interprétation des soldes d'opinion

Les courbes et histogrammes apparaissant dans certains graphiques retracent l'évolution des soldes d'opinion désaisonnalisés. Un solde d'opinion qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation** correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2008 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

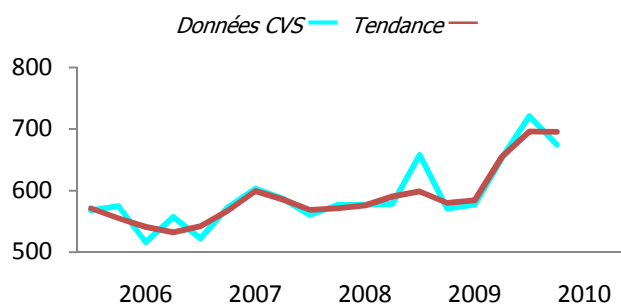


Compréhension des graphiques des indicateurs économiques

Les indicateurs se rapportant aux secteurs économiques, aux entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi, SMG...), figurent sous forme de graphiques pour les cinq dernières années selon des fréquences mensuelles ou trimestrielles.

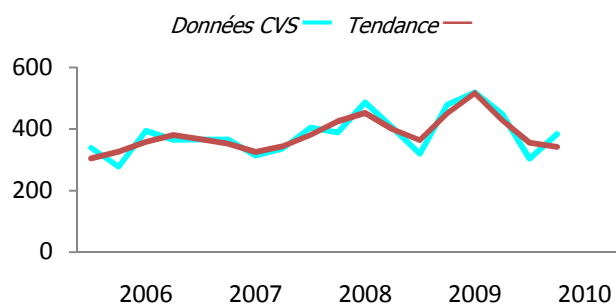
L'analyse des données révèle une saisonnalité, qui fait l'objet d'un traitement. On dit qu'elles sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Les données représentées, peuvent être brutes, CVS ou encore représentées sous forme de tendance afin d'obtenir un lissage dans le cas d'évolutions trop heurtées.

Abattages de viande bovine (en tonnes)



Source : OCEF

Importations de viande bovine (en tonnes)

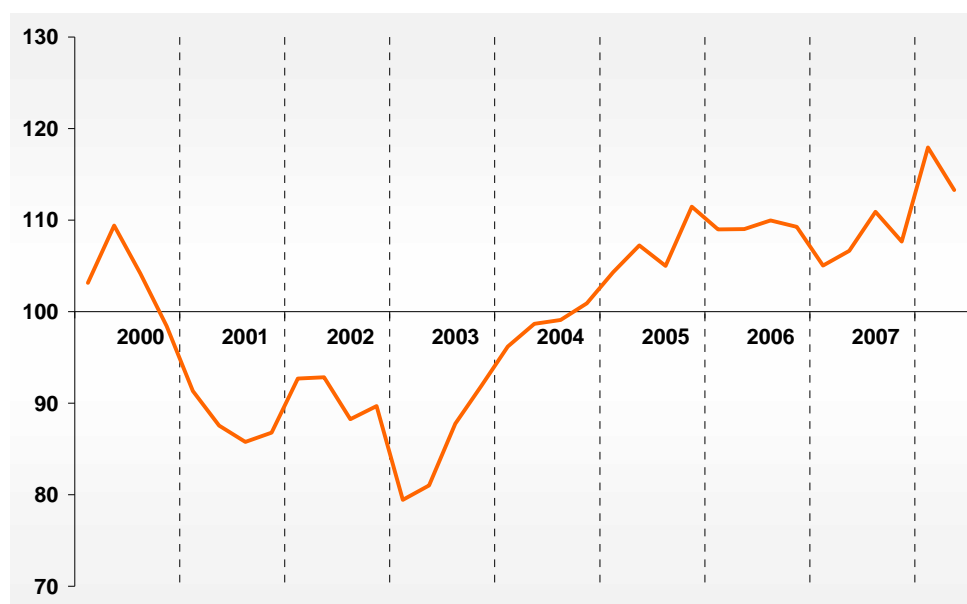


Source : Service des Douanes

Indicateur synthétique du climat des affaires (ICA)

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM et l'IEOM ont élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture.

L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.



Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 17 septembre 2010
Dépôt légal : septembre 2010 n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
e-mail : agence@ieom.nc
Site internet : <http://www.ieom.fr>

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : agence@ieom.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03